Ce que nous avons entendu

CONSULTATIONS SUR *UNE POLITIQUE ALIMENTAIRE POUR LE CANADA*

Gouvernement du Canada | Government of Canada

Canada

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, (2018)

Ce que nous avons entendu : consultations sur une politique alimentaire pour le Canada.

No de catalogue A22-609/2018F-PDF ISBN 978-0-660-26584-1 AAFC No. 12831F

TABLE DES MATIÈRES

MESSAGE DU MINISTRE 1

SOMMAIRE 2

CE QUE NOUS AVONS ENTENDU 9

VISION 9

PRINCIPES 10

THÈMES D'UNE POLITIQUE ALIMENTAIRE 12

Sécurité alimentaire 14

Santé et salubrité des aliments 17

Environnement 21

Croissance économique 25

PRIORITÉS TRANSVERSALES ET COMMUNES À PLUSIEURS THÈMES 29

GOUVERNANCE 29

COHÉRENCE DES POLITIQUES ET DES PROGRAMMES 30

COLLECTE DE DONNÉES 31

APPROCHE BASÉE SUR LES DISTINCTIONS 31

APPENDICES 33

ANNEXE A : Détails des consultations 33

ANNEXE B : Liste des organismes ayant soumis des commentaires écrits 39

ANNEXE C : Tableau de bord de la politique alimentaire 42

MESSAGE DE **L'HONORABLE LAWRENCE MACAULAY,** MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'AGROALIMENTAIRE

Au Canada, nous avons la chance d'avoir les capacités et les ressources naturelles nécessaires pour produire des aliments sains et nutritifs en abondance. Les décisions que nous prenons chaque jour en matière d'alimentation ont une incidence directe sur nos collectivités, sur notre santé, notre environnement et notre économie. C'est pourquoi je suis honoré d'avoir reçu le mandat du premier ministre de travailler avec mes collègues et les intervenants à l'élaboration d'*Une politique alimentaire pour le Canada*. Première en son genre au sein du gouvernement fédéral, cette politique contribuera à énoncer une vision et des objectifs à long terme pour l'alimentation dans les domaines social, sanitaire, environnemental et économique. Elle servira à coordonner les mesures fédérales tout en soutenant les progrès vers la réalisation des priorités relatives à nos systèmes alimentaires, que nous avons recensées collectivement. *Une politique alimentaire pour le Canada* contribuera à améliorer la vie de tous les Canadiens, y compris ceux de la classe moyenne et ceux qui travaillent fort pour la rejoindre.

Les consultations sont au centre de nos efforts pour l'élaboration de cette politique. En 2017, nous avons mené des consultations d'un océan à l'autre pour demander aux gens de nous faire part de leurs priorités concernant notre système alimentaire. Notre gouvernement a aussi lancé un sondage en ligne en mai et tenu un sommet national sur la politique alimentaire en juin pour rassembler les intervenants et les experts. En août et en septembre, nous avons traversé le pays pour mener des séances de mobilisation dans six régions. Ces séances nous ont permis d'écouter les différentes opinions et idées des Canadiens. Nous avons écouté les agriculteurs, les exploitants agricoles, les entreprises de transformation des aliments et les consommateurs, ainsi qu'un large éventail d'organisations traitant des questions relatives à l'alimentation, y compris celles de la santé, de la sécurité alimentaire et de l'environnement. Nous avons également soutenu les séances de mobilisation organisées par trois organisations autochtones représentatives nationales, à savoir l'Assemblée des Premières Nations, l'Inuit Tapiriit Kanatami et l'Association des femmes autochtones du Canada.

Les Canadiens ont fait preuve d'intérêt et d'enthousiasme pour ce processus de consultation. Près de 45 000 personnes ont fait part de leurs idées à propos de ce que devrait apporter une politique alimentaire dans le cadre du sondage en ligne, et des centaines ont participé aux discussions en personne.

Le présent rapport rassemble ce que nous avons entendu. Il façonnera les travaux en cours sur *Une politique alimentaire pour le Canada*. Je tiens à remercier chaque personne ayant participé à nos consultations d'avoir fait part de ses idées. Cette politique est la vôtre. Nous continuerons de travailler ensemble au respect de notre vision commune pour l'avenir de l'alimentation au Canada. Il est important de noter qu'*Une politique alimentaire pour le Canada* aidera le gouvernement à atteindre ses cibles de croissance ambitieuses pour le secteur agricole et la création d'emplois pour la classe moyenne. Il pourra par le fait même veiller à ce que les avantages rejaillissent sur tous et tenir compte des enjeux de confiance publique soulevés par les Canadiens pendant ces consultations.

Lawrence MacAulay, C.P., député

SOMMAIRE

La société canadienne fait face à de nombreux défis et de nombreuses possibilités en matière de production, de transformation et de consommation des aliments. Les décisions que les Canadiens prennent en matière d'alimentation, en tant qu'individus et en tant que pays, ont une incidence directe sur leur santé, leur environnement, leur économie et leurs communautés.

- Les secteurs de l'agriculture, des pêches et de l'alimentation sont vitaux pour l'économie canadienne. Ils ont le potentiel de mettre à disposition de plus grandes quantités d'aliments de qualité supérieure aux échelles nationale et internationale, contribuant ainsi à la croissance économique et à la création d'emplois.

- Même si le Canada produit plus de nourriture qu'il n'en consomme, tous les Canadiens n'ont pas un accès suffisant à des aliments salubres et nutritifs. Certains groupes, comme les enfants, les Canadiens vivant dans la pauvreté, les Autochtones et les personnes vivant dans les collectivités isolées du Nord demeurent particulièrement vulnérables à l'insécurité alimentaire.

- Bien que les Canadiens jouissent de l'un des meilleurs systèmes de salubrité des aliments de la planète, les taux de maladies chroniques liées au régime alimentaire augmentent, ainsi que la facture des soins de santé connexe. Les Canadiens sont parfois confrontés à des difficultés lorsqu'il s'agit de faire des choix alimentaires nutritifs pour assurer leur santé.

- La manière dont les aliments sont produits, transformés, distribués et consommés peut avoir des répercussions sur les sols, l'eau, les émissions de gaz à effet de serre et la biodiversité. Même si beaucoup de choses sont faites pour protéger les ressources naturelles en matière de production alimentaire, il est prioritaire de préserver l'environnement si l'on souhaite continuer de répondre à une demande croissante.

Dans sa lettre de mandat de novembre 2015 à l'honorable Lawrence MacAulay, ministre d'Agriculture et Agroalimentaire Canada, le premier ministre lui demandait d'élaborer une politique alimentaire qui « ferait la promotion d'un mode de vie sain et de la salubrité des aliments en mettant sur la table des familles du pays un plus grand nombre d'aliments sains de grande qualité, produits par les éleveurs et les agriculteurs canadiens ». En outre, en octobre 2017, il a demandé à l'honorable Ginette Petitpas Taylor, ministre de la Santé, dans sa lettre de mandat de collaborer avec le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire afin d'harmoniser les nouvelles initiatives réglementaires avec la politique alimentaire.

À l'échelle internationale, divers modèles de politiques alimentaires ont été élaborés. Au Canada, plusieurs organisations d'intervenants qui assument le leadership sur les questions de l'alimentation reconnaissent l'importance que revêt une politique alimentaire nationale. Les principales propositions faites au cours des dernières années comprennent les documents suivants : *Vers une stratégie alimentaire nationale* (2011) de la Fédération canadienne de l'agriculture, *Du pain sur la planche : Une politique alimentaire populaire pour le Canada* (2011; révisée en 2015) du Réseau pour une alimentation durable, et la Stratégie alimentaire canadienne (2014) du Conference Board du Canada.

Plusieurs ministères et organismes fédéraux ont collaboré à l'élaboration d'une vaste consultation officielle en vue de la rédaction de cette politique en 2017, qui comprenait un sondage en ligne, un sommet national sur la politique alimentaire, des séances de consultation régionales, des séances de discussion ouvertes organisées localement par les députés, des événements communautaires organisés par des organismes de la société civile et des séances de mobilisation menées de manière indépendante par des organisations autochtones représentatives d'envergure nationale.

Le gouvernement a reconnu la nécessité d'écouter un large éventail de Canadiens et d'intervenants. Il a donc consulté des organismes représentant des agriculteurs, des pêcheurs et l'industrie de l'alimentation, la société civile, des groupes ayant un intérêt dans le domaine de la sécurité alimentaire, de la santé et de l'environnement, des universitaires et d'autres spécialistes, des fonctionnaires des gouvernements provinciaux, territoriaux et locaux, et des organisations autochtones représentatives.

Les consultations auprès des Autochtones et des organisations autochtones ont pris la forme d'un sondage en ligne, de séances de mobilisation nationales et régionales et de séances de mobilisation de la société civile. Le gouvernement a également organisé des rencontres bilatérales avec les organisations autochtones représentatives dans le but de déterminer quelle serait la meilleure façon pour les Autochtones de participer à l'élaboration de la politique alimentaire. Des représentants gouvernementaux ont également participé à des événements spéciaux de mobilisation organisés par des organisations représentant les collectivités ou les intérêts autochtones.

Les consultations ont été conçues de manière à solliciter les opinions et les points de vue des Canadiens et des intervenants à propos de l'élaboration de la politique et de leurs priorités concernant quatre thèmes :

- **améliorer l'accès à des aliments abordables, nutritifs et salubres**, particulièrement chez les groupes les plus vulnérables, comme les enfants, les Canadiens démunis, les Autochtones et les personnes vivant dans des collectivités éloignées et du Nord;
- **améliorer la santé et la salubrité des aliments** en accroissant la capacité des Canadiens à faire des choix alimentaires sains et salubres;

Le ministre Lawrence MacAulay avec Arlene Throness, gestionnaire de la ferme urbaine à l'Université Ryerson, lors du lancement des consultations sur *Une politique alimentaire pour le Canada*

- **préserver la qualité des sols, de l'eau et de l'air** au moyen de pratiques respectueuses de l'environnement pour s'assurer que les Canadiens disposent d'un approvisionnement alimentaire à long terme, fiable et abondant;
- **produire une plus grande quantité d'aliments de qualité supérieure** en s'assurant que les agriculteurs et les transformateurs de produits alimentaires canadiens peuvent s'adapter aux conditions changeantes afin de fournir des aliments plus salubres et plus sains aux consommateurs au Canada et dans le monde entier.

Dans le présent document, ces thèmes sont souvent résumés comme suit : sécurité alimentaire, santé et salubrité des aliments, environnement et croissance économique.

L'intérêt suscité par les consultations et les questions liées à l'alimentation est large et profond. Cet intérêt aura un effet significatif. La participation au processus est très importante et le dialogue continu sur la politique alimentaire continuera d'aider le gouvernement fédéral à formuler *Une politique alimentaire pour le Canada*, laquelle sera sa première politique alimentaire globale.

Il est important de faire remarquer à cet égard que l'information fournie était très variée, générale et pas toujours cohérente. Le rapport vise à refléter l'essence des idées et des points de vue qui ont été formulés pendant le processus de consultation, mais n'essaie pas d'inclure tous les commentaires reçus. Il n'a pas pour objet de sous-entendre qu'il existait un consensus chez les participants. Il contient un résumé de ce que nous ont dit les participants au cours de cette consultation : leurs principaux messages, leurs perceptions et leurs recommandations pour la politique alimentaire. Les opinions exprimées ici sont celles des participants au processus de consultation et ne doivent pas être interprétées comme une représentation des positions ou des opinions du gouvernement du Canada.

— Sommet national sur la politique alimentaire, Ottawa

Information reçue des Canadiens et des intervenants en 2017

SONDAGE EN LIGNE

29 mai - 31 août 2017

Près de
45 000
réponses

SOMMET NATIONAL SUR LA POLITIQUE ALIMENTAIRE

Ottawa

22 - 23 juin 2017

291
participants

SÉANCES DE MOBILISATION RÉGIONALES

Charlottetown (Î.-P.-É.) | 9 août 2017
Saint-Hyacinthe (Qc) | 16 août 2017
Vancouver (C.-B.) | 5 septembre 2017
Yellowknife (T.-N.-O.) | 8 septembre 2017
Guelph (Ont.) | 12 septembre 2017
Winnipeg (Man.) | 29 septembre 2017

352
participants

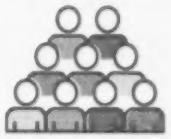
MÉMOIRES AU COMITÉ PERMANENT DE L'AGRICULTURE ET DE L'AGROALIMENTAIRE DE LA CHAMBRE DES COMMUNES

Septembre - octobre 2017

14 mémoires **52** témoins

OBSERVATIONS ÉCRITES

Plus de
100
observations écrites



ASSEMBLÉES PUBLIQUES TENUES PAR DES DÉPUTÉS

29
événements

SÉANCES DE MOBILISATION COMMUNAUTAIRES TENUES PAR DES ORGANISMES DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

Juillet - septembre 2017

28
événements

25 séances en personne 3 webinaires

SÉANCES DE MOBILISATION MENÉES DE MANIÈRE INDÉPENDANTE PAR DES ORGANISATIONS AUTOCHTONES NATIONALES

Assemblée des Premières Nations, Inuit Tapiriit Kanatami et Association des femmes autochtones du Canada

VISION

Les participants aux consultations ont exprimé leur soutien pour un énoncé de la vision de la politique abordant explicitement la question d'un accès suffisant à des aliments salubres, nutritifs et culturellement adaptés, qui respecte et protège l'environnement tout en assurant la croissance des secteurs de l'agriculture et de l'alimentation du Canada..

Voici certains des principaux points de vue exprimés quant aux principes et à la vision d'*Une politique alimentaire pour le Canada* :

- Intégrer les concepts de personnes, de systèmes et de leadership dans l'énoncé de la vision;
- Inclure l'ensemble des acteurs du système alimentaire, y compris les producteurs, les transformateurs, les pêcheurs, les cueilleurs, les distributeurs, les détaillants et les consommateurs;
- Reconnaître le lien qui existe entre la sécurité alimentaire, la santé, l'environnement et la croissance économique;
- Intégrer les objectifs de croissance économique du gouvernement lorsqu'il est question d'élaborer des politiques;
- Favoriser une meilleure harmonisation des politiques au sein du gouvernement fédéral et une collaboration intergouvernementale;
- Fonder les politiques sur des preuves et des données rigoureuses;
- Respecter et traiter de façon prioritaire la réconciliation avec les Autochtones; et
- Souligner les questions de justice sociale et d'éthique entourant l'alimentation.

THÈMES

Tout au long des consultations, un soutien important est apparu pour la création d'une politique alimentaire axée sur les quatre thèmes suivants : sécurité alimentaire, santé et salubrité des aliments, environnement et croissance économique. Bon nombre des participants ont abordé le caractère interdépendant de ces quatre thèmes.

Sécurité alimentaire

Les priorités recensées pour améliorer l'accès à des aliments abordables, nutritifs et culturellement adaptés au Canada comprenaient entre autres les suivantes :

- Reconnaître le lien entre l'alimentation et l'identité culturelle.
- Améliorer la sécurité alimentaire pour toutes les personnes vivant au Canada.

- Aborder la sécurité alimentaire comme une question fondée sur la sécurité du revenu.
- Améliorer la sécurité alimentaire dans les collectivités autochtones et les collectivités isolées du Nord.
- Soutenir les solutions locales et communautaires en matière de sécurité alimentaire.

Santé et salubrité des aliments

Les priorités recensées pour améliorer la santé des Canadiens et préserver la salubrité des aliments comprenaient entre autres les suivantes :

- Reconnaître que l'alimentation représente un déterminant clé de la santé.
- Soutenir la santé et la salubrité des aliments des Autochtones et des collectivités du Nord.
- Améliorer la littératie alimentaire et améliorer l'étiquetage des aliments.
- Résoudre les problèmes de fraude alimentaire que représente la substitution délibérée ou la représentation trompeuse concernant les aliments à des fins lucratives.

Environnement

Les priorités recensées pour améliorer la durabilité environnementale des systèmes alimentaires canadiens comprenaient entre autres les suivantes :

- Inclure la protection de la biodiversité dans le thème de l'environnement.
- Protéger les terres agricoles et les habitats fauniques et ceux des poissons.
- Reconnaître et surveiller les effets du changement climatique et de la disparition des habitats sur les aliments traditionnels, particulièrement dans le Nord.
- Fournir aux agriculteurs et pêcheurs plus d'information et d'occasions de formation sur les pratiques durables.
- Réduire les pertes de nourriture et le gaspillage alimentaire dans tout le système alimentaire.
- Poursuivre ou accroître la surveillance de l'utilisation des pesticides.

Croissance économique

Les priorités recensées pour assurer la croissance à venir des secteurs agricoles et alimentaires comprenaient entre autres les suivantes :

- Appuyer le plan ambitieux du gouvernement du Canada de faire croître le secteur de l'agriculture du Canada pour qu'il puisse atteindre la cible de 75 milliards de dollars d'ici 2025 en exportations agroalimentaires.

- Appuyer la croissance et la prospérité du secteur à l'échelle locale et régionale.
- Assurer la promotion de l'innovation pour surmonter les obstacles actuels et s'adapter aux évolutions des conditions du marché et de la demande.
- Soutenir les nouveaux venus dans les secteurs de l'agriculture et de l'agroalimentaire, et notamment les groupes sous-représentés.
- Améliorer l'accès aux marchés internationaux.
- Soutenir les collectivités autochtones et les collectivités isolées du Nord.
- Établir un équilibre entre la croissance économique, les priorités environnementales et les autres priorités.

Priorités transversales et communes à plusieurs thèmes

Au cours des consultations, des perspectives transversales se sont dégagées et ont été considérées comme importantes pour la réussite d'*Une politique alimentaire pour le Canada* par les participants. Mentionnons les suivantes :

- Améliorer la cohérence des programmes et des politiques au sein du gouvernement fédéral pour permettre une approche plus coordonnée et collaborative relativement à la politique alimentaire.
- Améliorer la collecte, l'analyse et la communication des données liées à l'alimentation pour soutenir l'amélioration continue et l'évolution de la politique.
- Mettre sur pied un solide mécanisme de gouvernance comprenant un organisme consultatif externe et un comité interministériel sur la politique alimentaire, et organiser des discussions avec les gouvernements provinciaux et territoriaux.
- Explorer une approche pour une politique alimentaire autochtone reconnaissant, respectant et affirmant les besoins particuliers et les cultures des Premières Nations, des Inuits et des Métis.

CE QUE NOUS AVONS ENTENDU

La réaction des Canadiens lorsqu'ils ont appris qu'*Une politique alimentaire pour le Canada* était en cours d'élaboration s'est avérée très positive, bon nombre d'entre eux convenant de la nécessité d'améliorer la coordination fédérale concernant les questions et les politiques liées à l'alimentation. Le niveau élevé de participation aux consultations et aux discussions publiques concernant l'élaboration de la politique alimentaire a démontré la grande diversité des enjeux liés à celle-ci.

Les conclusions des consultations permettront de façonner *Une politique alimentaire pour le Canada*, qui sera la première du genre à être élaborée par le gouvernement fédéral.

VISION

L'établissement d'un énoncé de la vision contribuera à l'élaboration d'*Une politique alimentaire pour le Canada* réussie. Cet énoncé veillera à ce que le gouvernement du Canada de même que tous les intervenants axent leurs efforts sur ce qui compte le plus en fournissant un cadre pour les mesures à prendre.

Trois énoncés provisoires de la vision pour la politique ont été présentés aux participants au sommet national sur la politique alimentaire afin d'obtenir leurs commentaires :

1. Les Canadiens, peu importe où ils résident au Canada, peuvent accéder à une quantité suffisante d'aliments salubres, nutritifs et adaptés à leur culture.
2. Le système alimentaire du Canada est optimisé de sorte à favoriser et à protéger la santé de notre environnement et des Canadiens, et à renforcer les secteurs de l'agriculture et de l'alimentation.
3. Le Canada est un chef de file de confiance, qui fournit des aliments salubres, de grande qualité et nutritifs par l'entremise de secteurs de l'agriculture et de l'alimentation durables et prospères.

Les participants au sommet ont manifesté un solide soutien à l'égard des éléments inclus dans ces énoncés provisoires. Ils ont souligné l'importance d'inclure les personnes, les systèmes et le leadership dans un énoncé de la vision, ainsi que la sécurité alimentaire et la protection de l'environnement. Ils

— Discussions en petits groupes lors du Sommet national sur la politique alimentaire

ont également indiqué que l'énoncé de la vision de la politique devrait reconnaître l'importance de disposer d'aliments culturellement adaptés, englober toutes les composantes du système alimentaire, et reconnaître les liens qui existent entre l'alimentation, la santé, l'environnement et la croissance économique.

Certains participants au sommet national sur la politique alimentaire ont souligné d'autres éléments qu'ils souhaitaient voir dans l'énoncé de la vision, y compris la souveraineté alimentaire, l'alimentation en tant que droit de la personne, l'amélioration de la littératie alimentaire, la réduction du gaspillage alimentaire, l'innovation dans les pratiques agricoles durables, la diversité et la résilience du marché, et le dynamisme des systèmes alimentaires locaux et régionaux.

Un consensus solide a été atteint selon lequel l'énoncé de la vision devrait inclure toutes les personnes vivant au Canada, quel que soit leur statut de citoyenneté.

En s'appuyant sur les rétroactions obtenues au cours du Sommet national sur la politique alimentaire, un énoncé provisoire de la vision a été élaboré au moyen d'une formulation plus inclusive pour les séances de mobilisations subséquentes : *Le système alimentaire du Canada fournit un approvisionnement alimentaire durable pour que toutes les personnes au Canada, peu importe où elles résident, puissent accéder à une quantité suffisante d'aliments salubres, nutritifs et adaptés à leur culture, et qui favorisent leur santé ainsi que la santé de leur environnement et de leur économie.*

Les participants aux séances régionales ont fourni d'autres commentaires concernant l'énoncé de la vision, en soulignant l'importance de la sensibilisation, de la littératie alimentaire et des choix, en recommandant de faire explicitement référence à la souveraineté et à la sécurité alimentaires et en appelant à l'utilisation d'une formulation plus ambitieuse et inclusive. Ces participants ont recommandé d'utiliser un énoncé exhaustif, mais concis reconnaissant l'importance des producteurs canadiens, y compris des éleveurs, des cueilleurs, des pêcheurs et des chasseurs.

PRINCIPES

Outre l'énoncé provisoire de la vision, des principes provisoires devant guider la mise en œuvre de la politique alimentaire ont été présentés aux participants au sommet. Ces principes visaient à ce que la politique soit inclusive, participative, collaborative, axée sur les résultats, fondée sur des données probantes, intégrée, fondée sur des systèmes, adaptable, novatrice, responsable et transparente. Il était également indiqué que la politique devrait respecter et considérer comme une priorité la réconciliation avec les peuples autochtones tout en soutenant une plus grande uniformisation politique avec le gouvernement fédéral et une collaboration intergouvernementale.

Les participants au sommet ont exprimé un soutien sans réserve à l'ensemble des principes proposés, et en ont suggéré d'autres, y compris : la cohérence politique par l'intermédiaire d'une collaboration et d'une coordination intersectorielles; l'adoption d'une approche axée sur les systèmes; l'ouverture d'esprit en matière d'innovation; le renforcement des capacités; le positionnement des personnes et des collectivités au centre des solutions apportées, ainsi que le respect de la dignité et des droits des personnes les plus touchées par l'insécurité alimentaire.

Les participants au sommet voulaient aussi inclure la réconciliation comme l'un des principes essentiels. Un soutien similaire a été apporté au cours des séances de mobilisation menées auprès de l'Inuit Tapiriit Kanatami (ITK) et de l'Assemblée des Premières Nations (APN). Les participants à la séance menée avec l'ITK ont recommandé l'ajout de l'autodétermination en tant que principe, de manière à s'assurer que les Inuits et les autres groupes autochtones seront inclus dans l'élaboration, la conception et l'exécution des politiques, des programmes et des services liés à l'alimentation qui pourraient avoir des répercussions sur leurs collectivités. En outre, ces participants ont également signalé qu'une relation entre le gouvernement et les peuples autochtones à propos d'une politique alimentaire devrait reconnaître, respecter et proclamer les droits distincts et la culture uniques des Premières Nations, des Inuits et des Métis, par l'élaboration de stratégies alimentaires distinctes. Des commentaires similaires ont été formulés lors de la séance menée avec l'APN.

En s'appuyant sur les rétroactions obtenues lors du sommet national sur la politique alimentaire, une nouvelle version provisoire des principes a été présentée aux participants régionaux aux fins de discussion :

- **Inclusive :** tient compte des divers intérêts et points de vue des Canadiens.
- **Participative :** permet à tous les Canadiens de participer à un dialogue continu axé sur le renforcement des capacités et sur des initiatives établies et menées par la collectivité.
- **Axée sur la réconciliation :** respecte les collectivités autochtones et donne la priorité à la réconciliation avec celles-ci.
- **Axée sur la collaboration :** favorise la collaboration entre les gouvernements et les intervenants.
- **Axée sur les résultats :** se fonde sur des mesures concrètes et des objectifs mesurables.
- **Fondée sur des données probantes :** utilise les meilleures recherches, les meilleures connaissances et les meilleures données disponibles.
- **Intégrée :** reconnaît les liens entre les thèmes et les priorités.
- **Cohérente avec les politiques :** met le cap sur une plus grande harmonisation des politiques et sur une collaboration intergouvernementale.
- **Axée sur les systèmes :** utilise une approche axée sur les systèmes (c.-à-d. observe les liens et les interactions entre les différents éléments du système alimentaire) afin de résoudre des questions complexes liées à l'alimentation.
- **Adaptable :** est capable d'évoluer et de répondre aux nouveaux enjeux et aux nouvelles priorités.
- **Innovante :** favorise l'innovation technologique et sociale.
- **Responsable :** établit des structures de gouvernance claires.
- **Transparente :** gouvernance, prise de décisions, surveillance et production de rapports.

Les consultations ont fait ressortir que les principes devaient être orientés vers l'action et que toutes les parties concernées devaient être tenues de respecter les principes définitifs. Certains participants ont souligné qu'*Une politique alimentaire pour le Canada* devrait s'inscrire dans le programme de croissance économique du Canada plutôt qu'en diverger. D'autres ont mentionné aussi l'inclusion des principes de justice sociale et d'éthique afin que la politique reflète les priorités sociétales, comme l'alimentation en tant que droit de la personne, la protection de l'environnement, la santé des personnes et la santé publique, le mieux-être des travailleurs et le bien-être animal. Certains participants ont recommandé d'ajouter la durabilité et la sensibilisation à la liste des principes.

Comme la proposition visant à adopter une approche intégrée, les répercussions transversales de l'alimentation sur la santé, l'environnement, la sécurité alimentaire, l'économie et, dans certains cas, leurs relations réciproques, ont été largement signalées dans l'ensemble des activités de mobilisation, y compris le sommet national sur la politique alimentaire, les séances régionales, les consultations externes, les soumissions par écrit et les réponses qualitatives au sondage en ligne. Soulignant l'importance d'une politique alimentaire inclusive et collaborative qui soutient la réconciliation, certains participants ont indiqué qu'une politique alimentaire devait mobiliser tous les ordres de gouvernement, y compris les gouvernements provinciaux, territoriaux, locaux, régionaux et autochtones.

Les principes de la politique affichant le plus haut niveau de priorité, en fonction de la fréquence à laquelle ils étaient mentionnés, étaient les principes « adaptable », « transparente » , « innovante », « cohérente avec les politiques », « fondée sur des données probantes » et « inclusive ».

Près d'un quart des répondants au sondage en ligne qui ont exprimé une opinion à propos de l'importance relative des principes directeurs ont sélectionné « fondée sur des données probantes » comme le principe le plus important. Il était suivi par les principes « intégrée » (22 %); « axée sur le consommateur » (21 %); « responsable » (11 %); « axée sur le producteur » (9 %); « inclusive » (8 %) et « axée sur la coopération » (5 %).

THÈMES D'UNE POLITIQUE ALIMENTAIRE

Quatre thèmes d'*Une politique alimentaire pour le Canada* ont été présentés aux participants au sommet ainsi que lors des séances régionales. Ces thèmes formaient la base des questions figurant dans les trousses de consultation et le sondage en ligne :

- Améliorer l'accès à des aliments abordables
- Améliorer la santé et la salubrité des aliments
- Préserver la qualité des sols, de l'eau et de l'air
- Produire une plus grande quantité d'aliments de qualité supérieure.

Ces quatre thèmes ont fait l'objet d'un solide soutien de la part des participants, même si certains estimaient qu'ils pourraient être plus larges. Par exemple, certains ont proposé de retirer la notion d'abordabilité du premier thème pour élargir l'interprétation de l'insécurité alimentaire. Au cours des séances de mobilisation des Autochtones, notamment, des préoccupations ont été formulées quant au fait que les thèmes ne prenaient pas suffisamment en compte les questions et les facteurs propres aux Autochtones : leurs préférences et leurs pratiques particulières, l'importance des aliments traditionnels et les connaissances autochtones (y compris, sans toutefois s'y limiter, les connaissances écologiques traditionnelles).

Les résultats du sondage en ligne semblent indiquer que les répondants, dont les trois quarts indiquaient qu'ils faisaient partie de la population générale, se concentraient principalement sur les questions qui les touchaient en tant que consommateurs. Les commentaires qualitatifs obtenus dans le cadre du sondage portaient principalement sur l'amélioration de l'accès à des aliments abordables (47 %), soit plus que tous les autres thèmes d'*Une politique alimentaire pour le Canada*. Selon les résultats quantitatifs, l'ordre de priorité accordé aux thèmes a classé en premier celui de « préserver la qualité des sols, de l'eau et de l'air » (45 %) devant « améliorer l'accès à des aliments abordables » (32 %), puis « améliorer la salubrité des aliments et la santé » (13 %) et enfin « produire une plus grande quantité d'aliments de qualité supérieure » (11 %). Les résultats quantitatifs et qualitatifs semblent indiquer que les répondants sont très préoccupés par la préservation des terres, l'accès à l'alimentation des zones rurales et éloignées, la production locale et biologique, et les coûts alimentaires. Ils semblent moins préoccupés par les exportations, le commerce ou la réputation du secteur canadien à l'échelle mondiale. Plus de 10 % des répondants ont indiqué qu'ils comptaient sur leurs amis, leur famille ou les organisations communautaires pour leur alimentation lorsqu'ils ne pouvaient pas se permettre d'en acheter suffisamment.

— **Le secrétaire parlementaire Jean-Claude Poissant lors d'une activité de lancement à La Tablée des Chefs au marché Jean-Talon**

1. Sécurité alimentaire

On considère que la sécurité alimentaire existe lorsque toutes les personnes disposent en tout temps d'un accès à des aliments salubres, nutritifs et en quantité suffisante pour mener une vie saine et active. Même si les Canadiens jouissent globalement d'une qualité de vie élevée et d'une alimentation abordable par rapport aux citoyens d'autres pays, beaucoup continuent de subir un certain niveau d'insécurité alimentaire.

Lorsqu'on leur a demandé de recenser des priorités pour améliorer l'accès à des aliments abordables, nutritifs et culturellement adaptés au Canada, les participants aux consultations ont notamment cité les priorités suivantes :

- Améliorer la sécurité alimentaire pour toutes les personnes vivant au Canada;
- Aborder la sécurité alimentaire comme une question liée au revenu;
- Améliorer la sécurité alimentaire dans les collectivités autochtones et les collectivités isolées du Nord; et
- Soutenir les solutions locales et communautaires en matière de sécurité alimentaire.

Améliorer la sécurité alimentaire pour toutes les personnes vivant au Canada

Améliorer la sécurité alimentaire pour toutes les personnes vivant au Canada représentait une priorité pour la plupart des gens ayant participé aux consultations. Lorsqu'on leur a demandé de classer par ordre de priorité les sous-thèmes liés à la sécurité alimentaire, la plupart des répondants au sondage en ligne (65 %) ont indiqué que la priorité des priorités consistait à « s'assurer que tous les Canadiens, peu importe où ils résident, peuvent accéder à des aliments nutritifs ». Rendre les aliments nutritifs plus abordables pour tous les Canadiens » (63 %) et « soutenir la croissance de la production alimentaire locale et régionale » (58 %) étaient également considérés comme des sous-thèmes prioritaires par la majorité des répondants.

Certains participants ont indiqué que le coût de l'alimentation au Canada par rapport au revenu était comparativement faible par rapport au reste du monde. Les opinions étaient partagées quant à l'utilisation du terme « abordable » dans ce thème. Certains intervenants estimaient que la recherche de l'abordabilité des aliments pourrait faire obstacle à la production alimentaire ou à la capacité des exploitations et des entreprises alimentaires de réaliser des

Le ministre Lawrence MacAulay en compagnie de participants au Sommet national sur la politique alimentaire

bénéfices raisonnables. Bien que le caractère abordable de l'alimentation soit vu comme extrêmement important par certains participants, et plus particulièrement ceux vivant dans des collectivités isolées et du Nord, ce n'est pas un élément qu'ils cherchent à obtenir au détriment de la qualité et de la valeur nutritive des aliments. De nombreux participants ont proposé de retirer cette notion de l'intitulé du thème pour mieux se concentrer sur la garantie d'un accès à des aliments salubres et nutritifs ainsi que sur la disponibilité de ces derniers. En ce qui concerne le terme « accès », bon nombre de participants ont également demandé des définitions ou des qualificatifs plus clairs ainsi qu'une distinction entre l'accès économique et l'accès physique aux aliments.

Au cours des consultations, un grand nombre de demandes précises concernant la mise en œuvre de programmes scolaires consacrés à l'alimentation ont été faites. Certains participants estimaient que des programmes nutritionnels dans les écoles permettraient d'atténuer l'insécurité alimentaire. En outre, il a été indiqué que la fourniture de repas dans les écoles permettait de s'assurer que les enfants mangeaient des aliments sains en quantité suffisante, une préoccupation qui ne se limite pas aux groupes affichant les revenus les plus faibles. Des demandes ont aussi été formulées en vue de réviser les lignes directrices concernant la restauration scolaire, y compris en s'assurant que les élèves disposent de suffisamment de temps pour manger.

Aborder la sécurité alimentaire comme une question liée au revenu

Les participants aux consultations jugent que l'insécurité alimentaire découle de l'insécurité en matière de revenu, et ont demandé que les solutions de la politique abordent les questions des écarts de revenus et de la pauvreté. Un large éventail de participants, des organisations de la société civile aux prestataires de services, a demandé que les mesures à court terme et à long terme prises pour résoudre cette question aillent au-delà de la simple mise à disposition de quantités plus importantes d'aliments dans les banques alimentaires. Au lieu de se concentrer uniquement sur la réduction des prix de l'alimentation, certains participants soutenaient la mise en place d'un revenu de base garanti à l'échelle nationale, tandis que d'autres suggéraient l'octroi de subventions pour les produits alimentaires sains. La stratégie de réduction de la pauvreté à venir était également vue par beaucoup comme un éventuel nouveau moyen pour améliorer la sécurité alimentaire en perfectionnant les programmes sociaux.

Pour veiller à ce que les Canadiens aient accès à une alimentation salubre et nutritive d'une manière respectant leur dignité, de nombreux appels ont été lancés au cours des consultations pour demander au gouvernement d'adopter une législation sur le droit à l'alimentation au Canada. Certaines organisations de la société civile ont souligné le fait que le droit à l'alimentation était initialement reconnu par la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 de manière à reconnaître que toute personne devait être en mesure de s'alimenter dignement et de vivre dans des conditions qui lui permettaient de produire ou d'acheter de la nourriture. De nombreux participants partageaient également l'avis qu'une politique fondée sur la reconnaissance d'un droit à l'alimentation pour tous les résidents et toutes les collectivités au Canada permettrait d'engager la nation sur la voie d'un objectif à long terme visant à éliminer, au lieu de simplement réduire, l'insécurité alimentaire.

Améliorer la sécurité alimentaire dans les collectivités autochtones et les collectivités isolées du Nord

Bien que l'insécurité alimentaire ait été vue comme une question touchant l'ensemble des Canadiens, bon nombre de participants ont souligné que les taux particulièrement élevés d'insécurité alimentaire régnant

dans les collectivités autochtones et les collectivités isolées du Nord exigeaient des mesures immédiates. Les participants ont expliqué que de nombreux facteurs provoquant des taux plus élevés d'insécurité alimentaire, y compris les faibles revenus et le recours à l'aide sociale, étaient prévalents dans les collectivités autochtones et les collectivités isolées du Nord, faisant de l'insécurité alimentaire un enjeu particulièrement important. Ces facteurs sont aggravés par des coûts de transport élevés, par une concurrence limitée entre les détaillants dans ces collectivités ainsi que par les défis que pose la production de nourriture dans un climat froid, des éléments qui contribuent aux prix alimentaires plus élevés et à la disponibilité limitée des aliments les plus nutritifs.

Des participants ont indiqué que des améliorations devaient être apportées au programme Nutrition Nord Canada, dont l'objectif consiste à réduire le prix des aliments nutritifs et périssables dans les collectivités isolées et du Nord par l'intermédiaire d'une subvention au commerce de détail. Certains ont exprimé des doutes quant aux bénéfices réels de ces subventions pour les consommateurs. Notamment, certains participants inuits estiment que ce programme transfère des pouvoirs des collectivités à des entreprises pour lesquelles le bien-être desdites collectivités n'est pas une priorité. En outre, certains ont indiqué que le programme n'abordait pas la question de l'insécurité alimentaire de manière efficace, même s'il n'a pas été conçu à cet effet, et qu'il pouvait créer des obstacles supplémentaires pour les nouveaux venus dans les secteurs de l'agriculture et de l'alimentation.

Les participants étaient largement d'avis que le rôle joué par les initiatives prises par les collectivités en matière de sécurité alimentaire était important, et plus particulièrement dans les collectivités autochtones et les collectivités isolées du Nord. Des participants ont demandé : plus d'investissements dans ces initiatives; un plus grand soutien pour les entreprises et les coopératives autochtones et du Nord évoluant dans le secteur de l'alimentation; la révision du programme Nutrition Nord Canada pour améliorer son soutien à la production locale et à la production d'aliments traditionnels; de nouveaux investissements dans les infrastructures de transport, de distribution et de stockage; une augmentation des inspections de la salubrité des aliments au niveau des détaillants; un soutien additionnel au revenu.

Soutenir les solutions locales et communautaires

Les participants ont souligné l'importance des approches établies et menées par la collectivité en matière d'insécurité alimentaire pour l'ensemble des régions et collectivités au Canada, y compris les zones urbaines. De nombreux participants ont indiqué que les résidents locaux étaient les mieux placés pour déterminer les besoins de leur collectivité, et ont mentionné à titre de meilleures pratiques certaines solutions communautaires menées aujourd'hui dans tout le Canada. Ces initiatives ont souvent des retombées supplémentaires, comme la formation pratique, et permettent d'établir un lien entre la littératie alimentaire et le développement économique. Certains participants estimaient que ces solutions devaient être soutenues, y compris par la communication des meilleures pratiques avec les autres régions souffrant des mêmes problèmes.

— Consultation régionale sur la politique alimentaire à Yellowknife

2. Santé et salubrité des aliments

L'espérance de vie des Canadiens s'est considérablement accrue au cours des dernières décennies. Toutefois, depuis trente ans, les taux d'obésité ont triplé et les maladies chroniques, comme le diabète de type 2 et l'hypertension, apparaissent à un âge de plus en plus jeune. En raison de l'environnement alimentaire, il est de plus en plus difficile de prendre des décisions saines en matière d'alimentation. Les choix alimentaires malsains sont les principaux facteurs de risques pour l'obésité et les maladies chroniques et réduisent la qualité de vie tout en représentant un lourd fardeau pour notre système de santé.[1]

Le Canada possède un système de santé et de salubrité des aliments de calibre mondial. Cependant, il importe de s'assurer que ce système est en mesure de s'adapter aux risques nouveaux et en émergence et que les consommateurs disposent de l'information et des connaissances dont ils ont besoin lorsqu'ils achètent, manipulent, préparent et consomment des aliments. Chaque année, environ quatre millions de Canadiens (soit une personne sur huit) souffrent d'une maladie d'origine alimentaire. Les consultations sur une politique alimentaire ont confirmé que l'assurance de la salubrité des aliments au Canada demeure une grande priorité pour les Canadiens.

Lorsqu'on leur a demandé de recenser des priorités pour améliorer la santé des Canadiens et préserver la salubrité des aliments, les participants aux consultations ont notamment cité les priorités suivantes :

- Reconnaître que l'alimentation représente un déterminant clé de la santé;
- Assurer la promotion de la santé dans les collectivités autochtones et du Nord;
- Améliorer la littératie alimentaire et améliorer l'étiquetage des aliments; et
- Résoudre les problèmes de fraude alimentaire – à savoir la substitution ou la représentation trompeuse délibérées des aliments, des ingrédients ou des emballages dans le but de réaliser des gains économiques.

Reconnaître que l'alimentation représente un déterminant clé de la santé

De nombreux participants aux consultations estimaient qu'il était nécessaire d'élargir et de promouvoir la disponibilité d'aliments salubres et sains. L'énoncé « s'assurer que l'alimentation au Canada est aussi salubre que possible » a été choisi comme représentant la priorité la plus élevée (65 %) dans le cadre de la partie relative à la santé et à la salubrité des aliments du sondage en ligne, devant les énoncés « empêcher les produits alimentaires présentant des étiquettes trompeuses ou un contenu délibérément altéré d'entrer sur le marché » (64 %), « améliorer la disponibilité d'aliments plus sains pour les Canadiens » (57 %), et « prévenir et réduire l'obésité et les maladies chroniques » (41 %).

Les caractéristiques les plus souvent associées aux « aliments sains » comprenaient les termes suivants: frais, accessibles, valeur nutritive élevée, culturellement adaptés, le moins transformés possible, à faible teneur en sucre et en gras, incluant les produits comestibles de la mer, canadiens, locaux, produits sans

[1] *Statistique Canada, Coup d'œil sur la santé – Quatre-vingt-dix ans de changements dans l'espérance de vie, (dernière modification en novembre 2015); Santé Canada, Facteurs de risque des maladies chroniques (dernière modification le 9 avril 2015); Agence de la santé publique du Canada, Maladie cardiovasculaire – Fardeau économique de la maladie au Canada, Pat Vanderkooy, Les diététistes du Canada, témoignage devant le Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire le 3 octobre 2017.*

utiliser de pesticides ou de produits pharmaceutiques nocifs, et durables. Il a également été suggéré que les termes liés à la santé (p. ex. « qualité élevée ») devraient être clairement définis pour les rendre parfaitement compréhensibles. Les autres termes qui auraient besoin d'une définition plus claire ou d'une explication comprenaient, selon certains participants, les termes suivants : « sans sucre », « vert », « biologique », « local » et « durable ».

Au cours des consultations, l'une des propositions consistait à décourager la consommation d'aliments malsains par des taxes et à investir les recettes ainsi perçues dans la production d'aliments sains et d'initiatives liées à la santé. Une autre recommandation visait à s'assurer que les aliments importés correspondaient aux mêmes normes que celles imposées aux aliments produits et transformés au Canada afin de soutenir la santé et la salubrité des aliments au profit des personnes vivant au Canada. Les participants ont exprimé leur soutien aux mesures réglementaires prises pour veiller au respect des normes canadiennes concernant les méthodes de production, les ingrédients et les additifs des aliments importés.

Un certain nombre de participants ont proposé d'aider les institutions comme les écoles et les hôpitaux à s'approvisionner en produits alimentaires à partir de sources locales de manière à soutenir les systèmes alimentaires locaux tout en contribuant à la sécurité alimentaire et à la santé. L'énoncé « Soutenir la croissance de la production alimentaire locale et régionale » a été désigné comme une priorité nécessitant des mesures à court terme. Les participants aux consultations ont proposé de réviser la réglementation et les obstacles supposés pour mieux soutenir les systèmes alimentaires locaux, à petite échelle et durables tout en tenant compte des objectifs liés à l'accessibilité des aliments et de la santé dans la mise en œuvre de ladite réglementation.

Nombreux sont également ceux qui ont demandé des améliorations à la précision et à la fréquence des collectes de données liées à l'alimentation et aux apports nutritionnels des Canadiens. De plus, lors du Sommet national sur la politique alimentaire, les participants ont proposé la réalisation d'une étude de l'impact sur la santé pour évaluer les effets potentiels des politiques et initiatives gouvernementales sur la nutrition et les saines habitudes alimentaires.

Santé et salubrité alimentaire dans les collectivités autochtones et du Nord

Comme nous avons pu l'entendre de la part de nombreux participants, les coûts élevés du transport vers les collectivités isolées et du Nord n'entraînent pas seulement des prix alimentaires plus élevés, mais ont également des effets indirects sur la santé et la sécurité alimentaire. Par exemple, on considère que le coût élevé des aliments nutritifs et périssables représente un obstacle à de meilleurs résultats en matière de santé dans ces collectivités, et notamment pour les personnes ayant des exigences alimentaires

Bill Jeffery, du Centre for Health Science and Law, présente un compte rendu de la séance de travail sur la santé lors de la séance plénière du Sommet national sur la politique alimentaire

particulières, comme les diabétiques. En outre, selon certains participants, les infrastructures de transport et de stockage limitées peuvent contribuer à des risques sanitaires et à un gaspillage alimentaire (p. ex. les aliments peuvent s'avarier avant même d'arriver dans les rayons des magasins). De nombreux appels ont été lancés pour demander la révision du programme Nutrition Nord Canada afin de soutenir une meilleure stratégie pour l'alimentation et la santé dans le Nord.

Certains participants ont demandé l'augmentation des inspections de la salubrité des aliments dans les communautés autochtones et les collectivités isolées du Nord. D'autres estimaient que les règlements relatifs à la salubrité des aliments, et notamment pour la viande de gibier, représentaient un obstacle à l'amélioration de la disponibilité des aliments traditionnels. Bon nombre de participants autochtones et du Nord estimaient que les obstacles à la consommation des aliments traditionnels étaient nocifs pour la santé, car ces aliments peuvent être plus sains que les autres aliments disponibles.

Améliorer la littératie alimentaire et améliorer l'étiquetage des aliments

La littératie alimentaire se rapporte aux connaissances et aux compétences qui s'ajoutent à d'autres mesures pour promouvoir l'alimentation saine en aidant les gens à savoir d'où proviennent leurs aliments, leurs caractéristiques nutritionnelles et leur préparation. De nombreux participants ont indiqué clairement qu'ils préféraient améliorer la littératie alimentaire au Canada par l'intermédiaire d'interventions menées par le gouvernement et les collectivités, notamment auprès des enfants et des populations affichant un faible niveau de littératie alimentaire of food literacy. Une meilleure littératie alimentaire était également considérée par de nombreuses collectivités autochtones comme un instrument favorisant l'amélioration des résultats en matière de santé. Certains participants ont indiqué que les efforts en matière de littératie alimentaire devaient inclure la fourniture de renseignements à propos de l'agriculture. En outre, pour certains participants, le travail mené à propos de la littératie alimentaire ne devrait pas seulement être axé sur l'information, mais également sur une intégration différente de l'alimentation dans les modes de vie. En outre, il a été indiqué que les conseils nutritionnels devaient tenir compte des différences entre les besoins de chacun.

Santé Canada a joué un rôle non négligeable au cours du sommet et des séances de mobilisation régionales; ses représentants ont discuté des principales initiatives menées dans le cadre de sa Stratégie en matière de saine alimentation, une stratégie pour laquelle le soutien semblait fort. Les autres propositions comprenaient la mise en place, à l'école, de programmes nutritionnels, de jardins en bac ainsi que d'une sensibilisation à la préparation des aliments et au gaspillage alimentaire. Beaucoup ont notamment exprimé leur préoccupation à propos de l'incompréhension des dates de péremption, qui contribuent au gaspillage alimentaire.

Certaines inquiétudes ont été formulées quant aux difficultés des consommateurs à comprendre les renseignements mis à leur disposition. Par exemple, il a été indiqué que les étiquettes des aliments pouvaient être complexes et que les outils relatifs à la nutrition tels que le Guide alimentaire canadien n'étaient pas disponibles dans toutes les langues. De nombreux participants, notamment au cours des séances régionales, ont expliqué que les efforts déployés en faveur de la littératie alimentaire dans les collectivités autochtones et du Nord devaient tenir compte des préférences et des pratiques culturelles. Par exemple, certains participants ont appelé à une plus grande reconnaissance des aliments traditionnels dans le Guide alimentaire. En outre, il était communément admis que les consommateurs devaient disposer de l'information nécessaire pour prendre des décisions éclairées dans l'achat d'aliments correspondant à leurs besoins et à leurs valeurs (comme les questions d'intendance environnementale, le lieu d'origine des produits comestibles de la mer et le végétarisme).

Un certain nombre de participants souhaitaient que les enfants, les jeunes et les familles soient soutenus par l'élaboration d'un programme scolaire national de nutrition dans le cadre de la politique alimentaire. Certains ont également proposé de travailler avec les organisations autochtones représentatives afin de mettre en place ce type de programme au sein des réserves des Premières Nations. D'autres souhaitaient qu'une stratégie plus large soit mise en place pour assurer une sensibilisation à la santé et à la salubrité des aliments dans l'ensemble de la population.

Les participants recherchaient constamment, outre une amélioration de la réglementation, la clarté et la transparence dans les renseignements relatifs aux aliments disponibles au Canada. Les consultations ont été le théâtre de nombreux appels demandant un étiquetage compréhensible, de nouvelles normes et définitions pour un étiquetage précis (sans hormone, en plein air, sans antibiotique, sans cruauté, lieu d'origine des produits comestibles de la mer, « fabriqué au Canada », génétiquement modifié, etc.), des normes améliorées concernant la salubrité et la qualité des produits nationaux et importés et de nouvelles formations pour les consommateurs et les producteurs à propos de la santé et de la salubrité des aliments.

Des préoccupations relatives à l'étiquetage ont également été soulevées à propos de l'industrie de la pêche. Les participants ont demandé que l'étiquetage des poissons et des produits comestibles de la mer, qu'ils soient nationaux ou importés, comprenne des renseignements tels que le nom commun, le nom scientifique, le lieu et la méthode de pêche et les données relatives aux caractéristiques nutritionnelles et à la salubrité.

Résoudre les problèmes de fraude alimentaire

La fraude alimentaire est devenue un enjeu international depuis que les chaînes d'approvisionnement du secteur de la transformation des aliments sont devenues plus complexes. La « fraude alimentaire » désigne les cas délibérés de substitution, d'altération, de représentation trompeuse ou d'ajout d'aliments, d'ingrédients ou d'emballages, afin de réaliser des gains économiques. Elle comprend l'altération ou la représentation trompeuse des ingrédients d'un aliment en vue d'accroître la valeur apparente du produit, de réduire ses coûts de production ou de contourner des règles commerciales.

Certains intervenants estimaient que la fraude alimentaire représentait potentiellement pour l'industrie de l'alimentation des risques financiers et de réputation, ainsi que des risques importants pour la santé publique et des risques financiers pour les Canadiens. De la même manière, les maladies liées à l'alimentation qui étaient autrefois confinées à de petites régions de la planète peuvent aujourd'hui toucher le monde entier en raison de la diversité des provenances des ingrédients dans un produit et de la distribution à grande échelle dudit produit.

Empêcher les aliments mal étiquetés ou falsifiés de pénétrer sur le marché canadien représentait une question importante pour certaines des personnes ayant participé aux consultations. Au cours des consultations en personne, les participants ont exprimé leurs préoccupations à propos des aliments de mauvaise qualité importés au Canada, et des risques sanitaires ou de représentation trompeuse connexes, notamment si les produits alimentaires en question sont altérés en utilisant des ingrédients allergènes ou insalubres. En outre, certains participants ont signalé que, vu que la fraude alimentaire est conçue pour rester indétectable et que les consommateurs n'en ont souvent pas conscience, les plaintes des consommateurs ne représentaient pas un outil de mesure satisfaisant pour déterminer le niveau de la fraude alimentaire. Il a été suggéré que les capacités fédérales actuelles en matière de lutte contre la fraude alimentaire étaient limitées et réactives.

3. Environnement

Les secteurs de l'agriculture, des pêches et de l'alimentation du Canada continuent de travailler pour mieux comprendre et aborder les conséquences environnementales des aliments produits au pays.

Lorsqu'on leur a demandé de recenser les défis et les possibilités concernant l'amélioration de la durabilité environnementale du système alimentaire du Canada, les intervenants et les Canadiens ont notamment cité les priorités suivantes :

- Adopter une approche élargie en matière de protection de l'environnement et du climat.
- Reconnaître le lien qui existe entre la protection de l'environnement et les aliments traditionnels.
- Améliorer la sensibilisation, la transmission de l'information et l'innovation pour soutenir les pratiques durables.
- Mettre en œuvre des mesures plus importantes pour la réduction du gaspillage alimentaire.
- Assurer la préservation des terres agricoles.

Adopter une approche élargie pour protéger l'environnement et lutter contre les changements climatiques

Les participants à la consultation ont indiqué que la préservation des terres agricoles et la préservation de la biodiversité étaient les principaux éléments absents de l'intitulé de ce thème et souhaitaient que l'accent soit davantage mis sur ces deux questions. L'absence de référence à la biodiversité représentait une préoccupation pour les participants autochtones, et plus particulièrement parmi ceux ayant cité son importance pour la chasse et la pêche qui contribuent à la production d'aliments traditionnels.

Dans les consultations comme dans les soumissions écrites, les Canadiens et les intervenants ont exprimé leur souhait de voir le Canada devenir un chef de file mondial dans l'adoption de pratiques durables pour son système alimentaire. En fait, 76 % des répondants au sondage en ligne ont choisi l'énoncé « Préserver nos ressources naturelles » comme sous-thème prioritaire. L'approvisionnement en eau et la gestion de la qualité de l'eau représentaient une préoccupation clé pour certains intervenants de l'agriculture et de la pêche, et notamment des questions telles que la gestion des éléments nutritifs (ruissellements liés au fumier et aux engrais), la pollution par les pesticides et les besoins en irrigation ou en drainage. Une proposition a été formulée en vue de mettre en place un système national de gestion de l'eau comprenant des activités de recherche et d'innovation, un transfert des connaissances, des primes pour améliorer les pratiques et des mécanismes de surveillance.

Les Canadiens et les intervenants souhaitent également voir les mesures liées au climat ainsi que les stratégies de résilience être incluses comme des caractéristiques clés de la politique alimentaire. Le changement climatique était considéré comme un enjeu important au cours des consultations. Il représentait une préoccupation particulière pour les collectivités autochtones du Nord, où il a des conséquences sur l'accès aux zones de chasse et de cueillette, les moyens de transport des aliments (p. ex. les routes

de glace) et l'habitat de la faune. De nombreux participants autochtones ont fait part de leur intérêt pour une surveillance accrue des répercussions du changement climatique. Il a aussi été proposé de porter une plus grande attention à la planification des mesures d'urgence et à la préparation aux conséquences des inondations et du changement climatique sur le système alimentaire.

Certains participants ont également appelé à des études et analyses scientifiques approfondies sur les pesticides et leurs répercussions sur l'environnement, y compris les réseaux hydrologiques, les animaux et les personnes. Certains ont notamment recommandé la mise en place et le suivi permanent d'une stratégie de réduction des pesticides. Les pesticides de synthèse représentaient une préoccupation particulière pour certains participants. D'autres ont recommandé l'amélioration de la réglementation relative à l'utilisation des antibiotiques et des hormones dans l'élevage du bétail.

La santé des sols, et notamment les enjeux de la préservation des sols et de la qualité des sols, est une autre priorité qui s'est dégagée au moment d'aborder ce thème. Pour aborder cette question, certains participants ont proposé de réduire l'utilisation de produits chimiques, d'antibiotiques et d'hormones pour éviter la contamination des sols et des sources d'eau par ces substances, quelques-uns demandant une amélioration de la réglementation en vigueur.

Bon nombre d'entre eux estimaient que pour créer un système alimentaire vraiment durable à l'échelle nationale, le Canada avait besoin d'adopter une approche stratégique plus globale et écologique, afin d'assurer la prospérité des agriculteurs, des pêcheurs et des grands éleveurs pour les générations à venir. Cette approche a été décrite comme nécessitant de la recherche, de l'innovation, des incitations financières et un transfert des connaissances pour perfectionner et renforcer la production alimentaire, ainsi que des pratiques d'approvisionnement qui améliorent le milieu naturel au lieu de l'épuiser.

Les participants ont indiqué qu'une telle approche stratégique nécessiterait également de mesurer les progrès relatifs à la réduction des répercussions environnementales des différentes composantes du système alimentaire. Selon eux, il convient d'adopter une approche collaborative pour renforcer les données relatives au rendement environnemental du secteur alimentaire et les transmettre.

Reconnaître le lien qui existe entre la protection des ressources naturelles, la faune et la flore et les aliments traditionnels

La santé de la faune était une question récurrente tout au long des consultations, et était vue comme étant touchée par un certain nombre de facteurs, notamment la pollution de l'environnement, le changement climatique et la propagation de maladies parasitaires.

De nombreux participants autochtones voyaient l'utilisation de pesticides et les répercussions des industries exploitant les ressources naturelles (extraction minière, foresterie, aménagement de barrages hydroélectriques, pipelines, etc.) comme des facteurs clés de la présence accrue de polluants environnementaux dans les sols et l'eau, de la perte d'habitats fauniques, des problèmes de santé de la faune et la flore et de la réduction de la disponibilité et de la salubrité des aliments traditionnels dans leurs collectivités. Des participants ont appelé à l'adoption de pratiques de gestion des ressources naturelles qui soutiennent davantage la disponibilité des aliments traditionnels.

De nombreux participants ont souligné la nécessité de mieux reconnaître les connaissances traditionnelles dans le but de favoriser la durabilité des systèmes alimentaires (autochtones ou non). D'autres appelaient à travailler avec les collectivités autochtones à la résolution des revendications territoriales et des questions relatives à l'utilisation pour reconnaître leur leadership dans la protection de leurs terres et ressources naturelles, et certains participants voyaient ici des liens avec les préoccupations plus larges relatives à la réconciliation.

Améliorer la sensibilisation, la transmission de l'information et l'innovation pour soutenir les pratiques durables

Les participants aux consultations et les personnes ayant envoyé leurs contributions par écrit ont exprimé le souhait de voir se mettre en place un soutien pédagogique et des occasions de formation supplémentaires pour les agriculteurs et les pêcheurs, de manière à ce qu'ils évoluent vers des pratiques plus durables, y compris par la promotion de pratiques de gestion bénéfiques. Certains Canadiens et intervenants estimaient que ce soutien devrait comprendre plus de soutien à la transition vers l'agriculture biologique et les petites exploitations agricoles, ainsi qu'à l'amélioration de l'accès aux aliments locaux. En outre, des participants étaient particulièrement attentifs aux besoins de formation, au transfert des connaissances et aux occasions d'innovation propres au Nord.

Certains participants ont indiqué qu'une innovation et un transfert des connaissances efficaces étaient nécessaires dans d'autres composantes du système alimentaire, et estimaient que des primes favorisant l'adoption de pratiques environnementales durables par les transformateurs et les consommateurs pourraient stimuler les progrès en la matière.

Coordonner de plus importantes mesures pour la réduction du gaspillage alimentaire

Des participants de tout le pays estimaient que la perte de nourriture et le gaspillage alimentaire représentaient un problème important pour l'environnement, la société et l'économie. C'est un problème qui touche l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement et les consommateurs. Au total, 54 % des répondants au sondage en ligne ont estimé que « la réduction de la quantité d'aliments gaspillés au Canada » était la priorité dans le cadre de ce sous-thème. Les consultations ont démontré

— Malcolm Brodie, maire de Richmond, C.-B., et président du Conseil national zéro déchet, lors du Sommet national sur la politique alimentaire

un appui évident pour la création d'une stratégie de grande ampleur et cohérente en vue de réduire les pertes de nourriture et le gaspillage alimentaire. Cette stratégie comprendrait la détermination de cibles, le lancement d'une campagne de sensibilisation, la mesure des pertes et du gaspillage et la mise en œuvre de solutions innovantes, était largement soutenue tout au long des consultations.

Des participants ont exprimé de fortes préoccupations quant à la contribution des pertes de nourriture et du gaspillage alimentaire aux émissions de gaz à effet de serre, qui, à leur tour, contribuent aux changements climatiques. Certains ont souligné que le fait de parvenir à réduire les pertes de nourriture et le gaspillage alimentaire pourrait aider le Canada à respecter ses engagements à l'égard de la réduction des émissions de gaz à effet de serre en vertu du Cadre pancanadien sur la croissance propre et les changements climatiques, tout en contribuant à l'atteinte des objectifs futurs en matière de production et de consommation durables. Même si certains participants réfutaient l'idée d'un lien entre la réduction du gaspillage alimentaire et la sécurité alimentaire, d'autres semblaient indiquer qu'une distribution plus efficace des aliments (p. ex. les efforts des organisations de récupération alimentaire) pourrait participer à la lutte contre la faim. Les pertes de nourriture et le gaspillage alimentaire pour les exploitations agricoles et l'industrie alimentaire étaient également considérés comme un problème économique important avec des répercussions sur l'efficacité, la rentabilité et la confiance du public.

Au cours des consultations, il a été reconnu que des mesures positives étaient déjà en cours, mais celles-ci étaient généralement jugées comme étant de faible ampleur et incohérentes. Il était globalement reconnu que des possibilités existaient pour obtenir de meilleurs résultats, particulièrement au niveau des ménages, et que le gouvernement fédéral pouvait assumer un rôle de chef de file dans la réduction du gaspillage alimentaire.

Voici certaines des recommandations formulées au cours des consultations : taxer les pertes de nourriture et le gaspillage alimentaire excessif; fixer des objectifs ou des limites obligatoires (p. ex. limitation des déchets en provenance des grandes surfaces en France); sensibiliser les entreprises et les consommateurs pour favoriser la réduction des pertes de nourriture et du gaspillage alimentaire (p. ex. en améliorant la compréhension des dates de péremption et d'expiration sur les emballages d'aliments); considérer les déchets alimentaires comme une ressource (p. ex. à utiliser dans des produits non destinés à l'alimentation); reconnaître que la redirection de la nourriture jetée ne permet pas par elle-même de résoudre adéquatement l'insécurité alimentaire ou le gaspillage; recueillir de meilleures données sur les pertes de nourriture et le gaspillage alimentaire.

Assurer la préservation des terres agricoles

Certains des répondants au sondage en ligne se sont inquiétés de la protection des terres et des plans d'eau. La préservation des terres agricoles a également été choisie comme l'une des principales priorités nécessitant des mesures à court terme. Que ce soit lors des séances de mobilisation ou dans le cadre des soumissions reçues, les participants ont exprimé le souhait de protéger les terres agricoles et de les réserver à une utilisation agricole, tout comme les habitats des poissons et les pêches durables. Beaucoup d'autres appelaient à travailler davantage avec les collectivités autochtones à la résolution des revendications territoriales et des questions relatives à l'utilisation pour reconnaître leur leadership dans la protection des terres et des ressources naturelles.

4. Croissance économique

Les agriculteurs, les grands éleveurs, les pêcheurs et les entreprises de transformation d'aliments canadiens ont le potentiel de produire encore plus d'aliments de qualité supérieure pour répondre à la demande mondiale toujours plus forte. Les secteurs canadiens de l'agriculture et de l'alimentation sont des moteurs importants pour la croissance économique[2] . Selon certains intervenants, la politique devrait s'harmoniser avec l'ambitieux programme de croissance du gouvernement pour le secteur agroalimentaire, y compris atteindre la cible en matière d'exportations de 75 milliards de dollars d'ici 2025.

Lorsqu'on leur a demandé de recenser des priorités pour la croissance à venir des secteurs de l'agriculture et de l'alimentation, les intervenants et les Canadiens ont notamment cité les priorités suivantes :

- Soutenir la croissance et la prospérité du secteur, y compris les petites exploitations et les exploitations de taille moyenne;
- Assurer la promotion de l'innovation pour surmonter les obstacles actuels et s'adapter aux évolutions des conditions du marché et de la demande;
- Soutenir les nouveaux entrants dans le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire, et notamment les groupes sous-représentés;
- Améliorer la croissance économique, la compétitivité et l'accès aux marchés;
- Soutenir la croissance économique dans les collectivités autochtones et les collectivités éloignées du Nord; et
- Établir un équilibre entre la croissance économique, les priorités environnementales et les autres priorités.

Soutenir la croissance et la prospérité du secteur aux échelles locale et régionale, y compris les petites exploitations et les exploitations de taille moyenne

Au cours des consultations, la prospérité à venir du système alimentaire était généralement vue comme nécessitant des investissements dans les systèmes alimentaires locaux et régionaux. De nombreux participants ont indiqué que la politique devrait admettre qu'un système alimentaire plus durable et plus sain est un système qui est soutenu par une production alimentaire locale, régionale et biologique. L'une des recommandations communes à l'ensemble des consultations visait, pour les institutions publiques comme les écoles et les hôpitaux, à acheter un niveau minimum d'aliments produits localement ou régionalement afin de soutenir les économies locales et de promouvoir la santé.

Les participants étaient globalement d'avis que les politiques permettant aux entreprises de transformation des aliments, aux agriculteurs, aux pêcheurs et aux détaillants de petite taille et de

---

[2] *La voie vers la prospérité – Relancer la trajectoire de croissance du Canada : Résumé, Canada, 2016. http://publications.gc.ca/collections/collection_2016/fin/F2-221-2016-fra.pdf.*

taille moyenne de prospérer stimulaient la croissance économique tout en contribuant à la mise en place d'un système alimentaire plus durable, adaptable et résilient à long terme. Les participants ont demandé un soutien supplémentaire pour les petites exploitations agricoles, notamment un soutien financier, de la formation et des programmes de mentorat. Un soutien à l'agriculture urbaine, aux marchés locaux et fermiers ainsi qu'aux jardins communautaires a aussi été recommandé tout au long des consultations.

Assurer la promotion de l'innovation pour surmonter les obstacles actuels et s'adapter aux évolutions des conditions du marché et de la demande

L'innovation était vue comme essentielle au succès du système alimentaire. Au cours des consultations, les participants ont suggéré d'accroître le soutien apporté à l'innovation sociale, environnementale et technologique en vue d'obtenir des progrès sur les questions liées à l'alimentation. Cependant, certains participants ont souligné que l'innovation ne signifiait pas la même chose pour tout le monde.

Les participants soutenaient largement l'augmentation des investissements dans les innovations et les infrastructures sociales, comme les serres communautaires, les plateformes alimentaires régionales et les unités mobiles de transformation pour les aliments traditionnels en vue de stimuler la croissance des économies locales et régionales.

Les participants estimaient également qu'il était nécessaire de mettre en place des projets menés localement et par les collectivités en vue d'encourager la découverte de solutions innovantes et de partager les meilleures pratiques pour soutenir les objectifs de la politique alimentaire. Ces projets comprenaient des investissements dans les collectivités autochtones et les collectivités isolées du Nord pour favoriser les pratiques efficaces et durables en matière de production et de cueillette.

Soutenir les nouveaux entrants sur le marché, et notamment les groupes sous-représentés

Tout au long des consultations, des préoccupations ont été soulevées à maintes reprises concernant les obstacles existant pour les jeunes et les nouveaux entrants dans les secteurs de l'agriculture, des pêches d'espèces sauvages et de l'aquaculture (accès aux capitaux, terres agricoles, financement des actifs, etc.), ainsi que leurs répercussions à long terme sur la durabilité du système alimentaire au Canada. Les intervenants ont souligné l'importance de soutenir les nouveaux venus dans les secteurs de l'agriculture et de l'alimentation, et plus précisément certains groupes, comme les jeunes, les femmes et les Autochtones. La nécessité d'accroître la formation et la sensibilisation des nouveaux entrants a également été relevée.

Les participants ont reconnu le potentiel important de croissance inclusive des secteurs de l'agriculture, de l'alimentation, des pêches et de l'aquaculture et voient ces secteurs comme offrant des possibilités pour un large éventail de Canadiens. Ils ont souligné la nécessité de concevoir et de mettre en œuvre une stratégie collaborative pour veiller à ce que les politiques et les programmes soient inclusifs et ouverts à tous les âges ainsi qu'à des exploitations de diverses tailles et de différents types.

Améliorer la croissance économique, la compétitivité et l'accès aux marchés

Même si certains participants aux consultations souhaitaient éviter ce qu'ils considéraient comme une attention excessive portée sur les exportations, beaucoup d'autres participants mentionnaient fréquemment l'accent mis sur l'exportation de nombreuses composantes de l'industrie alimentaire au Canada et rappelaient l'objectif du gouvernement du Canada d'atteindre 75 milliards de dollars d'exportations agricoles et agroalimentaires d'ici 2025. Les participants ont souligné l'importance des secteurs de l'agriculture et de l'agroalimentaire dans la croissance économique et la création d'emplois.

Les participants ont souligné l'importance des secteurs de l'agriculture et de l'agroalimentaire dans la croissance économique et la création d'emplois. Ils ont appelé à mettre la priorité sur le soutien à la compétitivité, y compris en comblant les pénuries de main-d'œuvre, à harmoniser la réglementation et les politiques fédérales et provinciales, et à chercher une harmonisation avec les partenaires commerciaux internationaux. Les participants ont indiqué qu'il était important de reconnaître les efforts effectués au Canada sur le plan de la durabilité et ont ajouté que la réalisation d'économies d'échelle aidait à offrir des aliments à un coût plus abordable. Les négociations commerciales, l'accès aux marchés et la représentation du Canada à l'étranger étaient certains des sujets précis recensés en la matière. L'objectif visant à élaborer des produits à plus haute valeur ajoutée a également suscité un certain intérêt.

Certains participants ont fait part de leurs préoccupations quant à ce qu'ils considéraient comme un excès de réglementation, et quant à la nécessité d'éviter d'ajouter des règles dans des domaines où l'industrie prend déjà des mesures efficaces.

Permettre la croissance et l'autosuffisance des systèmes alimentaires des collectivités autochtones et des collectivités isolées du Nord

Un plus grand soutien apporté à la production alimentaire locale dans les collectivités autochtones et les collectivités isolées du Nord était vu par bon nombre des participants aux consultations comme une solution aux problèmes constatés dans les systèmes alimentaires de ces collectivités. Tout au long des consultations, les participants ont mis en évidence l'importance de tenir compte du rôle de la chasse, de la cueillette et de la pêche en tant qu'activités clés d'approvisionnement en nourriture pour ces collectivités. Ils ont lancé un appel au gouvernement en vue d'aborder les éléments qui limitent la production, la distribution, la vente au détail et la consommation des aliments traditionnels, comme le coût élevé des fournitures et de l'équipement nécessaires à la cueillette, les quotas restrictifs concernant la prise d'animaux sauvages ainsi que les répercussions du changement climatique et des activités d'extraction des ressources naturelles. La réglementation relative aux inspections de la salubrité des aliments, notamment, était vue comme créant des obstacles réglementaires pour la distribution et la vente d'aliments traditionnels dans les commerces de détail, les restaurants et sur les marchés institutionnels, et comme ayant des effets négatifs sur la croissance économique, la santé et la sécurité alimentaire.

Les participants autochtones ont indiqué qu'ils voulaient participer davantage dans les secteurs de l'agriculture et de l'agroalimentaire, car ils souhaitaient favoriser une plus grande autosuffisance alimentaire et le développement économique. De nombreux obstacles à l'entrée dans le secteur ont été recensés, y compris des coûts de démarrage exorbitants, un accès limité aux capitaux, un manque d'occasions de mentorat et de

formation, une infrastructure inadéquate et une difficulté à être admissible aux programmes et aux politiques qui ne sont pas adaptés aux divers types et aux diverses tailles des exploitations (agriculteurs amateurs, coopératives, installations de transformation détenues par des collectivités, etc.

De nombreux participants ont appelé à l'ajout de soutiens larges et inclusifs permettant de relever les défis propres à ces collectivités et de profiter des occasions uniques qu'elles présentent.

Établir un équilibre entre la croissance économique, les priorités environnementales et les autres priorités

La formule « produire plus d'aliments de qualité supérieure » a été perçue par certains participants comme ne correspondant pas à leur vision et aux objectifs d'une politique alimentaire. Certains étaient préoccupés par le fait que cette formulation pouvait être perçue comme allant à l'encontre de la durabilité et du soutien nécessaire à différents types et à différentes tailles d'entreprises. Il a été recommandé de relier étroitement ce thème aux autres thèmes proposés en tenant compte, par exemple, de la durabilité environnementale, de la nutrition, de la salubrité alimentaire, des droits des travailleurs et du bien-être animal.

En plus de favoriser la croissance économique, de nombreux participants ont indiqué que les gouvernements devraient encourager l'adoption de meilleures pratiques en matière de durabilité environnementale et de résilience à l'égard du changement climatique, tout en apportant un soutien aux nouveaux agriculteurs et à la transition vers l'agriculture biologique. Ils estimaient également que les secteurs de l'aquaculture et de la pêche au Canada avaient besoin d'une approche semblable pour s'assurer que les habitats des poissons demeurent durables et viables.

Certains commentaires reçus indiquaient que la confiance du public dans l'industrie alimentaire était faible et qu'une croissance raisonnable et durable permettrait d'améliorer cette confiance.

Au cours de consultations distinctes sur le Partenariat canadien pour l'agriculture, les secteurs de l'agriculture et de l'agroalimentaire ont aussi indiqué que le prochain cadre stratégique pour l'agriculture devait absolument renforcer la confiance du public. Même si cette confiance est lente à établir, elle peut s'amoindrir très rapidement et il est essentiel de tenir des activités d'information et de sensibilisation pour bâtir cette confiance. En outre, la programmation devrait tenir compte de cette nécessité.

Consultation régionale sur la politique alimentaire à Charlottetown

PRIORITÉS TRANSVERSALES ET COMMUNES À PLUSIEURS THÈMES

Au cours des consultations, certaines priorités transversales se sont dégagées et ont été jugées importantes pour la réussite et le développement continu d'*Une politique alimentaire pour le Canada*.

- Mise en place de nouveaux organes de gouvernance;
- Cohérence des programmes et des politiques;
- Accès à des données de meilleure qualité; et
- Adoption d'une approche basée sur les distinctions pour les politiques alimentaires Autochtones.

GOUVERNANCE

En tenant compte du caractère interconnecté de la politique alimentaire et du désir d'atteindre des objectifs à long terme, les participants ont fait part de leur soutien sans faille à la mise en place d'un mécanisme de gouvernance efficace incluant une coordination à tous les niveaux et les ordres de gouvernement. Un certain nombre d'organismes ont proposé conjointement la création d'un organisme consultatif externe composé de représentants de l'industrie, de la société civile, du gouvernement, du monde universitaire et des organisations autochtones. Cet organisme fournirait des conseils, mènerait des activités de surveillance et apporterait un soutien aux intervenants concernant la politique alimentaire.

En outre, les participants ont fait des propositions sur la représentation des organisations scientifiques et philanthropiques dans un organisme consultatif. Les participants ont également défendu une meilleure coordination interministérielle, ainsi que l'amélioration du leadership et de la coordination à l'échelle fédérale-provinciale-territoriale.

Le ministre Lawrence MacAulay en compagnie de Julie Dabrusin, députée de Toronto-Danforth, et de Lisa Barnoff, doyenne de la Faculté des services communautaires de l'Université Ryerson, lors du lancement des consultations sur une politique alimentaire à l'Université Ryerson

Les intervenants dans le secteur alimentaire ont fait remarquer qu'un conseil consultatif externe arnéliorerait la coordination entre les ministères et les ordres de gouvernement, et atténuerait le manque perçu d'inclusivité dans l'élaboration des politiques liées à l'alimentation.

Selon certains d'entre eux, ces deux lacunes compromettent la cohérence des politiques et des mesures efficaces, et contribuent au clivage croissant entre les producteurs alimentaires du Canada et le grand public canadien. Un mécanisme de gouvernance adapté qui pourrait favoriser la confiance du public dans le système alimentaire a été proposé.

Les participants ont indiqué qu'un tel mécanisme de gouvernance pourrait permettre :

- d'uniformiser les buts et les objectifs des politiques et des programmes relatifs à l'alimentation;
- de fournir des conseils indépendants au gouvernement par l'intermédiaire d'une mobilisation inclusive;
- de diffuser les renseignements provenant de différents domaines et de différentes disciplines;
- de renforcer le soutien du public à l'égard des buts de la politique tout en négociant un consensus entre les divers intervenants;
- d'entreprendre des activités de recherche et de surveillance indépendantes qui fournissent de précieuses données facilitant l'élaboration des politiques;
- de recenser et de cibler les lacunes en matière de données et d'établir des niveaux de références permettant d'assurer le suivi des progrès; et
- de favoriser un dialogue permanent, notamment à propos des enjeux systémiques à plus long terme.

Concernant la composition d'un organisme consultatif externe, nombreux étaient ceux qui étaient d'avis qu'elle devrait être inclusive et refléter la diversité du système alimentaire du Canada. Plusieurs intervenants ont précisément recommandé la mise en place d'un Conseil national de la politique alimentaire.

COHÉRENCE DES PROGRAMMES ET DES POLITIQUES

À maintes reprises, la nécessité de rechercher une cohérence dans les politiques et programmes a été citée comme une priorité dans toutes les consultations et pour tous les thèmes. Par exemple, concernant le thème relatif à la santé et à la salubrité alimentaire, les Canadiens et les intervenants souhaitaient garantir la cohérence des politiques entre la Stratégie en matière de saine alimentation, les initiatives relatives à l'étiquetage de l'Agence canadienne d'inspection des aliments, *Une politique alimentaire pour le Canada* et d'autres règlements relatifs à la santé et à l'alimentation. Concernant la sécurité alimentaire, les participants ont indiqué qu'une cohérence était requise entre les programmes qui ont des répercussions sur la réduction de la pauvreté, la sécurité du revenu et les subventions (p. ex. Nutrition Nord Canada). Les participants ont souligné que la reconnaissance des initiatives existantes en matière d'alimentation dans la politique permettrait l'analyse des lacunes et des vulnérabilités dans les politiques et les programmes, et aiderait à réduire les chevauchements éventuels.

Beaucoup de participants ont relevé le caractère interconnecté des questions soulevées par la politique alimentaire, ainsi que la nécessité d'adopter une approche systémique pour résoudre les problèmes alimentaires, combler les lacunes et éliminer les incohérences et les dédoublements dans les politiques et les programmes. Certains ont l'impression que la méthode adoptée aujourd'hui par le gouvernement fédéral divise la santé, l'environnement, l'agriculture, le développement social ainsi que la croissance économique en éléments distincts. Les participants ont expliqué qu'une approche systémique permettrait de recenser les solutions intégrées dans l'ensemble du système alimentaire. Par exemple, bon nombre d'entre eux ont indiqué qu'il était nécessaire de veiller à ce que le commerce international et les investissements concordent avec les programmes qui visent à améliorer le respect des droits de la personne, à assurer des moyens de subsistance durables et à permettre la souveraineté alimentaire. Beaucoup pensaient également que les pratiques exemplaires en matière de durabilité environnementale et de résilience face au changement climatique devaient être prises en compte parallèlement aux politiques relatives à la croissance économique. En outre, il a été souligné qu'il existait des tensions dans les objectifs et les buts environnementaux concernant l'accroissement de la production et de l'exportation d'aliments.

COLLECTE DE DONNÉES

L'amélioration de la collecte, de la communication et de l'analyse des données relatives à la politique alimentaire dans l'ensemble du système alimentaire et des quatre thèmes de la politique alimentaire s'est dégagée comme une priorité élevée au cours des consultations. Dans l'ensemble, les participants ont signalé qu'il était nécessaire d'aborder les données de manière transparente et ouverte, afin d'obtenir des résultats escomptés mesurables et de favoriser la mobilisation du public tout en renforçant les prises de décisions. Il a été mentionné que l'approche actuelle en matière de collecte, d'analyse et de diffusion des données sur l'alimentation n'était pas adaptée aux activités de surveillance et d'établissement de rapports concernant la politique alimentaire.

Les principaux problèmes soulevés en matière de données comprenaient le manque de données cohérentes pour la politique alimentaire et le besoin pour les intervenants du système alimentaire de partager les données et les renseignements. Par exemple, le caractère volontaire de la participation des provinces au Module d'enquête sur la sécurité alimentaire des ménages de l'Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes était considéré comme une faiblesse importante des données sur l'insécurité alimentaire au Canada, car il provoque l'obtention d'une mosaïque de données incohérentes. On demande également d'améliorer les données dans d'autres domaines, notamment le gaspillage alimentaire et la santé.

Certains participants ont proposé la mise en place de mesures précises et de cibles adaptées. D'autres ont proposé l'établissement d'une ressource de données centrale pour répondre à ce besoin d'accéder rapidement à des données et à des renseignements de haute qualité tout en facilitant l'analyse et la recherche de données à l'aide d'une amélioration du tri, de la collecte, du regroupement, de l'analyse et de la diffusion des données.

APPROCHE BASÉE SUR LES DISTINCTIONS

Une approche basée sur les distinctions reconnaît les Premières Nations, la Nation métisse et les Inuits en tant que peuples autochtones du Canada, qui sont constitués en collectivités distinctes ayant des droits et leur propre histoire. Comme les intervenants autochtones et non autochtones l'ont souligné pendant les consultations, les collectivités autochtones du Canada possèdent une relation unique avec l'alimentation,

qui se caractérise par un lien étroit entre la nourriture et l'identité culturelle; des droits constitutionnels et issus de traités uniques; ainsi que des antécédents d'interventions du gouvernement dans les collectivités, les terres et les pratiques alimentaires traditionnelles des Autochtones. Plus particulièrement, les participants autochtones ont remarqué que les accords internationaux, comme la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, demandent aux pays de soutenir le droit à l'autodétermination des Autochtones. Ils ont aussi remarqué que les droits ancestraux et les droits issus de traités, comme le droit de chasser et de pêcher, sont reconnus et proclamés par la Constitution canadienne.

Tout au long des consultations, les participants ont demandé la poursuite des discussions de nation à nation, de gouvernement à gouvernement et entre la Couronne et les Inuits engagées entre le gouvernement fédéral et les Premières Nations, les Inuits et les Métis à propos de la politique alimentaire. Ces demandes reconnaissent le rôle que pourrait jouer la politique alimentaire pour faire avancer la réconciliation, et témoignent de la compréhension du fait que les collectivités autochtones sont les mieux placées pour faire ressortir clairement les problèmes et les défis auxquels elles sont confrontées en matière d'alimentation, et pour mettre en œuvre les solutions possibles pour les collectivités.

Pour de nombreux participants, qu'ils soient autochtones ou non, cette relation était vue comme allant au-delà de l'inclusion de représentants autochtones dans un organisme consultatif externe. Au lieu de cela, il s'agirait de mettre en place un partenariat entre le gouvernement et les collectivités autochtones, avec des possibilités de co-développement dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques qui ont des répercussions sur leurs systèmes alimentaires respectifs. Les participants à la séance de mobilisation de l'Assemblée des Premières Nations ont insisté sur le fait que, pour que la souveraineté des Autochtones soit respectée, les collectivités et les organisations autochtones devront disposer d'une capacité de prise de décisions. Une approche basée sur les distinctions a été recommandée au cours de la séance de l'Inuit Tapiriit Kanatami de manière à permettre la création d'une politique alimentaire autochtone, ou l'adoption de politiques ou de stratégies distinctes pour les Premières Nations, les Inuits et les Métis.

Tehotsienhate Bruce Weaver U.E. lors de la cérémonie d'ouverture à l'occasion de la consultation régionale sur la politique alimentaire à Guelph

ANNEXE A

DÉTAILS DES CONSULTATIONS

Une vaste consultation a été conçue pour recueillir les avis des Canadiens à propos des composantes clés d'*Une politique alimentaire pour le Canada*, et plus précisément :

1. la vision énonçant les aspirations et l'orientation à long terme de la politique;
2. les principes directeurs pour guider sa mise en œuvre;
3. les quatre thèmes proposés pour recenser les priorités : sécurité alimentaire, santé et salubrité des aliments, environnement et croissance économique;
4. les thèmes et les priorités transversales;
5. les objectifs mesurables pour progresser dans l'atteinte des objectifs économiques, sociaux, sanitaires et environnementaux de la politique;
6. les mesures possibles à court terme pour rendre le cadre de politique opérationnel au-delà des programmes existants;
7. la meilleure approche à adopter pour permettre un dialogue permanent à propos de la politique alimentaire.

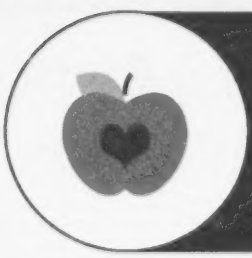
À mesure que la mobilisation avançait, les discussions menées dans chacun de ces domaines évoluaient afin de tenir compte des éléments entendus lors des dialogues précédents.

Des documents de soutien étaient fournis aux participants de manière à s'assurer qu'ils disposaient d'une conception similaire des éléments attendus de la politique et des questions qu'elle est censée aborder. Parmi ces documents figurait un tableau de bord soulignant les quatre thèmes possibles pour la politique alimentaire. Ces thèmes sont décrits plus en détail ci-dessous :

AMÉLIORER L'ACCÈS À DES ALIMENTS ABORDABLES

Améliorer l'accès des Canadiens à des aliments abordables, nutritifs et salubres.

Ce n'est pas tous les Canadiens qui ont accès à une quantité suffisante d'aliments abordables, salubres et nutritifs. Nous devons en faire plus pour assurer un approvisionnement suffisant d'aliments à des prix abordables, notamment pour les groupes plus vulnérables comme les enfants, les Canadiens vivant dans la pauvreté, les peuples autochtones et les communautés des régions nordiques et éloignées.



AMÉLIORER LA SALUBRITÉ DES ALIMENTS ET LA SANTÉ

Accroître la capacité des Canadiens de faire des choix alimentaires sains.

Le système de salubrité des aliments de calibre mondial du Canada continue de fournir aux Canadiens des aliments sains à consommer. La prise d'autres mesures pour faire la promotion d'une vie saine, plus particulièrement de choix d'aliments sains et salubres, peut améliorer l'état de santé global des Canadiens tout en réduisant les coûts des soins de santé.

PRÉSERVER LA QUALITÉ DES SOLS, DE L'EAU ET DE L'AIR

Adopter des pratiques écologiques pour que les Canadiens aient accès à un approvisionnement fiable et abondant d'aliments à long terme.

La façon dont nos aliments sont produits, transformés, distribués et consommés, ainsi que les pertes et le gaspillage d'aliments, peut avoir des conséquences environnementales comme les émissions de gaz à effet de serre, la dégradation des sols, les problèmes liés à la qualité de l'eau et à l'approvisionnement en eau et la perte de ressources fauniques. Bien que de nombreuses mesures soient prises pour conserver nos ressources naturelles, nous pouvons en faire plus.

PRODUIRE UNE PLUS GRANDE QUANTITÉ D'ALIMENTS DE QUALITÉ SUPÉRIEURE

S'assurer que les agriculteurs et les transformateurs d'aliments du Canada sont capables de s'adapter à des conditions changeantes pour fournir des aliments plus sains et salubres aux consommateurs au Canada et ailleurs dans le monde.

En favorisant la croissance de toutes les entreprises canadiennes de production agricole et de transformation d'aliments, nous assurerons un approvisionnement plus abondant d'aliments canadiens de qualité supérieure sur les marchés nationaux et internationaux. Les investissements du Budget 2017 témoignent clairement de l'importance du secteur agricole et alimentaire comme moteur de croissance économique.

Les participants aux consultations menées par le gouvernement ont également reçu des feuillets d'information leur proposant un diagnostic pour chacun des thèmes (annexe C) et fournissant des renseignements généraux ainsi que certaines statistiques clés. Dans ces documents, ainsi que dans d'autres documents de consultation, les quatre thèmes proposés étaient articulés comme suit : améliorer l'accès à des aliments abordables; améliorer la salubrité des aliments et la santé; préserver la qualité des sols, de l'eau et de l'air; produire une plus grande quantité d'aliments de qualité supérieure.

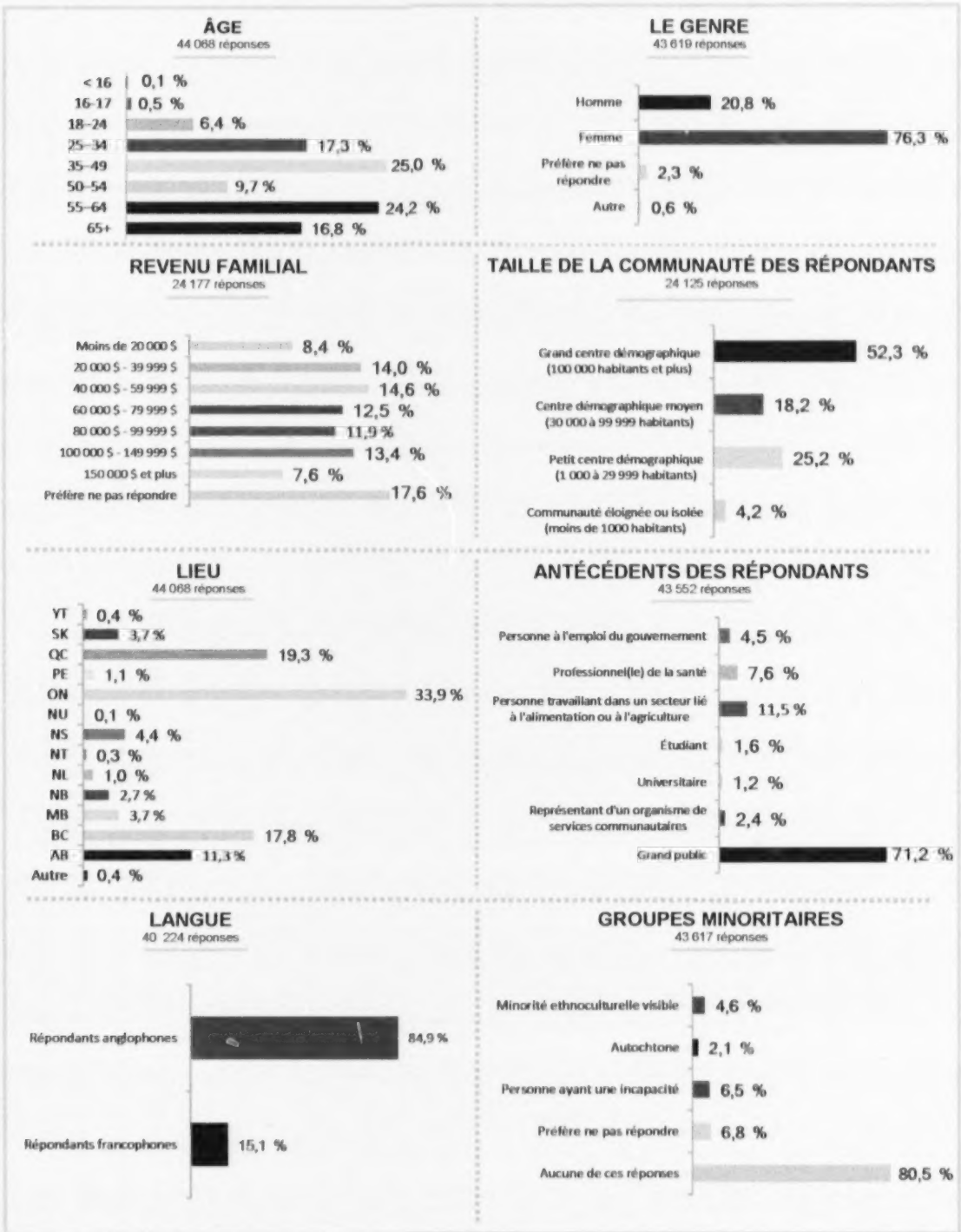
Ces thèmes représentent des secteurs de politiques interconnectés et ont été utilisés tout au long des consultations afin de concentrer les discussions sur les domaines clés que sont la sécurité alimentaire, la santé; la durabilité environnementale; la croissance des secteurs de l'agriculture et de l'alimentation. Ces quatre domaines se fondaient sur des propositions de politiques précédentes publiées par les principaux groupes d'intervenants au Canada ainsi que sur d'autres politiques alimentaires menées dans d'autres pays. Tout au long du processus de mobilisation, les participants ont manifesté un soutien considérable à la création d'une politique alimentaire en fonction des quatre thèmes proposés.

Sondage en ligne

Le sondage en ligne était accessible du 29 mai au 31 août 2017. Pour sensibiliser les gens à l'existence de ce sondage et accroître la participation, il a fait l'objet de publicité sur Facebook et d'autres médias sociaux comme Twitter et Instagram, jusqu'à la fin du mois d'août 2017. Étant donné que les Canadiens ayant répondu à ce sondage s'étaient portés volontaires, ces résultats ne peuvent pas être généralisés à l'ensemble des Canadiens. Toutefois, au vu de la taille considérable de l'échantillon (près de 45 000 réponses), ce sondage offre une compréhension assez approfondie des perceptions des Canadiens et de leurs priorités en ce qui concerne l'alimentation.

Le format du sondage a permis au gouvernement de recueillir des commentaires précieux : les questions à choix multiples demandaient aux répondants de classer les principes et les priorités sous les quatre thèmes pour donner un aperçu général des priorités des Canadiens en matière d'alimentation, tandis que les questions qualitatives permettaient d'obtenir des commentaires plus précis et personnalisés sur les éléments que les répondants souhaitent voir apparaître dans la politique alimentaire. En outre, les questions démographiques relatives à l'âge, au genre, à l'identification personnelle (origine ethnique, invalidité), à la profession, au revenu, à la langue et à l'emplacement géographique (région rurale c. région urbaine) ont permis au gouvernement de saisir les différences démographiques et régionales (se reporter à la représentation graphique ci-dessous).

Aperçu des données démographiques des répondants au sondage en ligne



Lorsque l'on compare les différents groupes démographiques, les résultats permettent de mieux comprendre les écarts qui existent entre différents segments de la population. Les données démographiques extraites du sondage en ligne nous montrent que plus de 76 % des répondants étaient des femmes, que 6,5 % des répondants s'identifiaient comme des personnes handicapées, que 4,6 % des répondants étaient membres d'un groupe ethnoculturel visible, et que 2,1 % des répondants s'identifiaient comme des Autochtones. En général, les résultats du sondage pour chacun de ces groupes étaient très semblables, le genre donnant lieu aux plus grandes différences. Par rapport aux hommes, les femmes accordaient une plus grande priorité à la préservation des sols, de l'eau, de l'air et de la biodiversité, ainsi qu'à la réduction du gaspillage alimentaire au Canada. Elles attribuaient une priorité un peu plus grande à l'amélioration de l'accès à des aliments abordables, et affichaient une préférence plus marquée en faveur d'une approche intégrée. En outre, les participants qui ont indiqué qu'ils étaient membres de la population générale (plus de 71 % de l'ensemble des participants) avaient tendance à davantage axer leur réflexion sur les questions qui les touchent en tant que consommateurs. Les autres répartitions démographiques importantes comprennent les suivantes : 11,5 % des répondants travaillaient dans un secteur lié à l'alimentation ou à l'agriculture; les répondants des tranches d'âge allant de 35 à 49 ans et de 55 à 64 ans étaient les participants les plus représentés dans le sondage, avec 25 % et 24 % respectivement; la version anglophone du sondage était la plus utilisée (85 %).

Sommet sur la politique alimentaire

Près de 400 invitations pour le Sommet national sur la politique alimentaire ont été envoyées à un large éventail d'associations d'intervenants représentant les groupes suivants : les producteurs, les entreprises de transformation et les différents secteurs alimentaires; les groupes démographiques; les organisations autochtones; et les intervenants ayant des intérêts dans les questions liées à l'alimentation, comme l'agriculture autochtone, les questions environnementales, la santé et le bien-être collectif. Des membres des conseils de la politique alimentaire, des universitaires, des experts en politique alimentaire et des représentants des gouvernements provinciaux étaient également invités à participer au sommet de deux jours.

Ce sommet a été ouvert par Sheldon McGregor, gardien du feu de la Nation Kitigan Zibi, et le député Greg Fergus, au nom de la ministre de la Santé. Le deuxième jour, des discussions ont été menées entre l'honorable Lawrence MacAulay, ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, Yvonne Jones, secrétaire parlementaire auprès de la ministre des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord, Adam Vaughan, secrétaire parlementaire auprès du ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social, et Joël Lightbound, secrétaire parlementaire auprès de la ministre de la Santé. L'énoncé de la vision et les principes directeurs proposés ont été présentés aux participants avant de faire l'objet de discussions et d'approfondissements en séance plénière dans le cadre d'une présentation des diagnostics propres à chaque thème. Les débats menés en séance plénière et dans les groupes de discussion portaient sur diverses mesures précises relevant des grands thèmes abordés (sécurité alimentaire, santé, environnement, et croissance des secteurs de l'agriculture et de l'alimentation).

Les participants choisissaient eux-mêmes les groupes thématiques auxquels ils souhaitaient participer, permettant des conversations approfondies à propos des sujets de préoccupation et la détermination des éventuelles mesures à court et à long terme dans ces domaines.

Les commentaires des participants au sommet ont été utilisés pour peaufiner le contenu et le format des séances de mobilisation ultérieures.

Séances de mobilisation régionales

La mobilisation régionale s'est déroulée dans tout le pays au cours de l'été et du début de l'automne 2017. Elle s'appuyait sur les commentaires reçus au cours du sommet sur la politique alimentaire. Des invitations à ces séances ont notamment été envoyées aux organisations régionales et locales, aux universitaires, aux gouvernements et associations autochtones, aux groupes démographiques ainsi qu'aux détaillants et à d'autres sociétés privées. Au cours des six séances, plus de 350 personnes ont participé et apporté leurs commentaires à propos de la politique.

Chaque séance d'une journée commençait par la prière d'un ancien d'une communauté locale des Premières Nations (pour reconnaître l'importance des droits et de l'histoire des Autochtones) et se poursuivait par le discours d'ouverture du ministre MacAulay, qui a participé à 4 des 6 séances. Le secrétaire parlementaire Jean-Claude Poissant a ouvert la séance de Saint-Hyacinthe et le député Lloyd Longfield celle de Guelph.

Au cours de chaque séance, on demandait aux participants de réfléchir aux résultats du sommet à propos de la vision, des principes directeurs et des secteurs d'intervention tout en recensant les problèmes alimentaires propres aux régions en question et leurs solutions.

Autres types de mobilisation et commentaires reçus

Certains députés ont organisé des réunions publiques dans leur circonscription. Ces réunions étaient facilitées par l'utilisation des trousses de mobilisation fournies par le gouvernement qui proposaient des questions à aborder. Les députés étaient invités à soumettre leur rapport et, au total, 29 événements ont été organisés partout au Canada ont été reçus, représentant les avis des Canadiens des zones urbaines comme des zones rurales.

Une trousse de consultation générale était également fournie sur le site Web de la politique alimentaire pour les organisations désireuses d'organiser leurs propres séances de consultation. Cette trousse contenait les documents suivants : un scénario de consultation et des questions; un exemple d'ordre du jour; une foire aux questions; *Une politique alimentaire pour le Canada* – Consultation des Canadiens; un formulaire de rapport; et un document présentant les quatre thèmes de la politique. Les instructions indiquaient que le scénario devait être adapté à chaque séance pour le faire correspondre aux besoins propres à la collectivité ou à l'organisation concernée et que des questions pouvaient y être ajoutées. Au total, douze soumissions ont été reçues de la part d'associations et d'organisations qui avaient organisé leurs propres séances de mobilisation à l'aide de cette trousse.

Pour s'efforcer d'établir un lien avec les membres des collectivités locales qui sont généralement difficiles à atteindre au moyen des méthodes de consultation généralement employées par le gouvernement, le gouvernement a accordé un financement au Réseau pour une alimentation durable (RAD) afin de mobiliser directement la société civile. Le RAD, qui dispose d'un large réseau dans l'ensemble du Canada, a organisé 28 séances de consultation, dont 25 en personne et 3 en ligne, pour contribuer à l'élaboration de la politique alimentaire. Jn rapport des conclusions a été publié en mars 2018.

En plus des séances de mobilisation en personne, les organisations et les personnes étaient invitées à faire part de leurs opinions à propos d'*Une politique alimentaire pour le Canada* par courriel ou par courrier. Au total, plus de 100 commentaires ont ainsi été reçus. Certains exprimaient un point de vue sur une question précise, comme la gouvernance de la politique alimentaire ou les problèmes d'étiquetage des aliments, tandis que d'autres apportaient des contributions plus globales concernant l'alimentation ou la politique alimentaire en général.

Mobilisation des Autochtones

Outre les commentaires recueillis auprès des personnes et des organisations autochtones dans le cadre du sondage en ligne, des séances de mobilisation nationales et régionales et des séances de mobilisation de la société civile, le gouvernement a aussi tenu des rencontres bilatérales avec des organisations nationales autochtones pour déterminer les approches à privilégier pour mobiliser les Autochtones quant à l'élaboration de la politique alimentaire.

Le gouvernement s'est rapproché des organisations autochtones nationales, et a lancé des discussions bilatérales avec le Congrès des Peuples autochtones (CPA), l'Inuit Tapiriit Kanatami (ITK), l'Assemblée des Premières Nations (APN) et l'Association des femmes autochtones du Canada (AFAC). Alors que le CPA a invité des représentants du gouvernement à mener la mobilisation lors de son assemblée générale annuelle qui a eu lieu en septembre, l'ITK, l'APN et l'AFAC ont choisi de mener leurs séances de mobilisation de manière indépendante, avec le soutien du gouvernement.

L'ITK a organisé une séance nationale de mobilisation des Inuits de deux jours à propos d'*Une politique alimentaire pour le Canada* les 17 et 18 octobre 2017 (la séance a eu lieu à Ottawa et a rassemblé des experts ainsi que des représentants inuits régionaux). L'ITK a invité les participants à élaborer une vision commune du système alimentaire des Inuits dans les régions inuites, à recenser les atouts et les faiblesses du système alimentaire pour les Inuits, et à s'appuyer sur les travaux antérieurs pour déterminer les stratégies qui pourraient améliorer le système alimentaire dans l'Inuit Nunangat.

La séance de mobilisation de l'APN, qui a quant à elle eu lieu à Ottawa le 23 octobre 2017, a rassemblé des experts de la politique alimentaire spécialisés dans les domaines de la sécurité alimentaire, de la santé, de l'environnement et du développement économique. Cette séance a été le théâtre de présentations et de discussions visant à solliciter des commentaires à propos de la politique alimentaire et à déterminer une stratégie ainsi qu'un calendrier pour les prochaines mobilisations en vue d'élaborer une politique alimentaire autochtone. Des représentants de haut niveau du gouvernement ont été invités à animer des présentations aux séances de l'ITK et de l'APN, et d'autres ont été invités en tant que participants (ITK) ou preneurs de notes (APN). L'AFAC a organisé une séance de mobilisation avec son conseil d'administration le 10 décembre 2017 pour discuter de la façon de mobiliser les femmes autochtones au sujet de la politique alimentaire. À partir des recommandations découlant de cette séance, l'AFAC a élaboré un sondage adapté à la culture et propre au genre qui a été publié en ligne et utilisé durant les séances de mobilisation locales dans cinq provinces pour recueillir les commentaires des femmes autochtones et de personnes de diverses identités de genre sur les questions liées à la politique alimentaire.

Le ministre d'Agriculture et Agroalimentaire Canada a participé à une séance de consultation régionale à Yellowknife, le 8 septembre 2017 à laquelle ont été conviés plusieurs représentants autochtones. Des représentants gouvernementaux ont également participé à des événements spéciaux de mobilisation organisés par des organisations représentant les collectivités ou les intérêts autochtones. Par exemple, le personnel d'AAC a organisé un atelier sur la politique alimentaire lors du symposium annuel sur l'alimentation de la Nation Nishnawbe-Aski, en août 2017, et a participé au Northern Food Policy Hackathon de la Gordon Foundation en octobre 2017. Bon nombre des participants ont appelé à poursuivre les efforts en vue de collaborer avec les groupes et les organisations autochtones représentatifs.

ANNEXE B

LISTE DES ORGANISMES REPRÉSENTÉS DANS LES COMMENTAIRES ÉCRITS

Groupe de travail spécial sur la gouvernance de la politique alimentaire

Convoqué par :

Arrell Food Institute de l'Université de Guelph

Aliments Maple Leaf

Fédération canadienne de l'agriculture

Fondation de la famille J.W. McConnell

Réseau pour une alimentation durable

Autres membres du Groupe de travail

Action contre la faim

Agricultural Producers Association of Saskatchewan

Alberta Food Matters

Alliance agricoie du Nouveau-Brunswick

Alliance canadienne de l'horticulture ornementale

Association canadienne de la boulangerie

Association canadienne de la distribution de fruits et légumes

Association canadienne des producteurs de semences

Association pour le commerce des produits biologiques

Centre d'action de Maple Leaf pour la sécurité alimentaire

Centres alimentaires communautaires Canada

Conseil canadien de l'horticulture

Conseil canadien du porc

Conseil des viandes du Canada

Cultivons Biologique Canada

De la ferme à la caféteria Canada

ETC Group

Fédération albertaine de l'agriculture

Fédération canadienne des épiciers indépendants

Fédération de l'agriculture de l'Île-du-Prince-Édouard

Fédération de l'agriculture de l'Ontario

Fédération de l'agriculture de la Nouvelle-Écosse

Fédération de l'agriculture de Terre-Neuve-et-Labrador

Fondation Metcalf

Fondations communautaires du Canada

Food and Beverage Manitoba

Food Secure Saskatchewan

Helderleigh Foundation

Institut canadien des politiques agroalimentaires

Inter Pares

La coalition anti-pauvreté du Yukon

Le conseil canadien des transformateurs d'œufs et de volailles

Le conseil de la transformation alimentaire du Québec

Les diététistes du Canada

Les producteurs d'œufs du Canada

Manitoba parlons alimentation

Meal Exchange

Mushrooms Canada

PEI Food Security Network

Producteurs de grains du Québec

Produits alimentaires et de consommation du Canada

Réseau ovin national

Société canadienne du cancer

Sprott Foundation

Sustain Ontario

Tides Canada

Union internationale des travailleurs et travailleuses unis de l'alimentation et du commerce

USC Canada

Groupe de travail spécial sur le droit à l'alimentation

Représentants :

Amnistie Internationale Canada

Association nationale Femmes et Droit

Canada sans pauvreté

Centre de défense des droits sociaux

Centres communautaires d'alimentation du Canada

FoodShare Toronto

Le centre d'alimentation communautaire Stop

Rapporteur spécial des Nations Unies

Réseau pour une alimentation durable

Université de la Colombie-Britannique

Université de Toronto, Faculté de droit

Université McGill, Faculté de droit

Université d'Ottawa, Faculté de droit

Autres organisations ayant formulé des commentaires écrits sur l'élaboration de la politique alimentaire

AIDS Vancouver

Alberta Barley

Alberta Food Matters

Alberta Pulse Growers

Alliance agricole du Nouveau-Brunswick

Alliance d'eau douce

Alliance pour la prévention des maladies chroniques au Canada

Animal Justice

Association canadienne des médecins pour l'environnement

Association dentaire Canadienne

Association médicale canadienne

Association nationale des engraisseurs de bovins

Association pour le commerce des produits biologiques

Bureau de justice sociale SSA

Canadian Canola Growers Association

Canadian Cattlemen's Association

Canadian Food Funders' Collaborative

Central Okanagan Food Policy Council

Centre d'agriculture biologique du Canada

Centre d'action écologique

Centre de santé publique de Peel

Centre d'études sur la sécurité alimentaire de l'Université Ryerson

Céréales Canada

Champions de la santé communautaire

Clubs garçons et filles du Canada

Coalition Arrêtons la pub destinée aux enfants

Coalition for Equitable Land Acquisitions and Development in Africa

Coalition québécoise sur la problématique du poids

Commission de la capitale nationale

Conseil canadien de l'horticulture

Conseil canadien du canola

Conseil canadien du commerce de détail

Conseil cri de la santé et des services sociaux de la Baie-James

Conseil de santé, ville de Toronto

Conseil des grains du Canada

Conseil des politiques alimentaires d'Ottawa

Cranbrook Food Action Committee

Cultivons Biologique Canada

Diabète Canada Les diététistes du Canada

Doctors of BC

Durham Food Policy Council

Edmonton Food Council

Federated Co-operative Limited

Federated Women's Institutes of Canada

Federated Women's Institutes of Ontario

Fédération biologique du Canada

Fédération canadienne de l'agriculture

Fertilisants Canada

Fondation de la famille J.W. McConnell

Food Action Research Centre

Food and Beverage Ontario

GS1

Interior Health

La Fondation des maladies du cœur et de l'AVC du Canada

Les producteurs de grains du Canada

Manitoba Beef Producers

Metro Vancouver

Migrant Workers Dignity

Nation Nishnawbe-Aski

Nunavut Roundtable on Poverty Reduction

Ontario Public Health Association

Ordre professionnel des diététistes du Québec

Producteurs de grains du Québec

Produits alimentaires et de consommation du Canada

Provincial Health Services Authority (C.-B.)

Saskatchewan Advocate for Children and Youth

SeaChoice

Société canadienne du cancer

Thunder Bay and Area Food Strategy

Toronto Food Policy Council

Union internationale pour la conservation de la nature

Union nationale des fermiers

Université Brock

Université d'Oxford – Environmental Change Institute

Université Dalhousie

Université de Guelph

Université du Manitoba

Université Laval, Institut sur la nutrition et les aliments fonctionnels

USC Canada

Vancouver Humane Society

Vancouver Food Policy Council

Ville d'Edmonton

Ville de Vancouver

Wildsight Elk Valley / Interior Health Authority

Le gouvernement a aussi reçu des mémoires de personnes ou groupes indépendants.

ANNEXE C

TABLEAU DE BORD DE LA POLITIQUE ALIMENTAIRE

UNE **POLITIQUE ALIMENTAIRE** POUR LE CANADA

Consultation des Canadiens

Les aliments sont importants. Les décisions personnelles et collectives que nous prenons concernant l'alimentation ont une incidence directe sur notre santé, notre environnement, notre économie et nos communautés. En travaillant ensemble, nous pouvons offrir une plus grande quantité d'aliments canadiens abordables, salubres et sains aux consommateurs tout en protégeant l'environnement.

Le gouvernement du Canada veut connaître les points de vue des Canadiens sur ce qui devrait être inclus dans *Une politique alimentaire pour le Canada*.

QU'EST-CE QU'UNE POLITIQUE ALIMENTAIRE?

Une politique alimentaire pour le Canada établira une vision à long terme pour la réalisation des objectifs sanitaires, environnementaux, sociaux et économiques en matière d'alimentation tout en déterminant les mesures que nous pouvons prendre à court terme.

Une politique alimentaire se veut une façon d'aborder les enjeux liés à la production, à la transformation, à la distribution et à la consommation des aliments.

QUELS ASPECTS LA POLITIQUE ALIMENTAIRE POURRAIT-ELLE COUVRIR?

Pour faire des choix alimentaires sains, les Canadiens dépendent de l'accès à des aliments nutritifs et salubres à un coût abordable, et ont besoin d'information pour faire des choix alimentaires sains. Par ailleurs, pour assurer un approvisionnement fiable d'aliments nutritifs et salubres à un coût abordable, il faut conserver les ressources naturelles du Canada de manière à soutenir notre secteur agricole et alimentaire et à favoriser sa croissance.

Le gouvernement fédéral consulte les Canadiens au sujet de quatre thèmes étroitement liés qui touchent directement les aliments que nous consommons :

- Améliorer l'accès à des aliments abordables;
- Améliorer la salubrité des aliments et la santé;
- Préserver la qualité des sols, de l'eau et de l'air; et,
- Produire une plus grande quantité d'aliments de qualité supérieure.

Dans le processus d'élaboration d'*Une politique alimentaire pour le Canada*, le gouvernement du Canada examine la façon optimale d'harmoniser et de coordonner les initiatives fédérales actuelles et futures qui sont liées étroitement à l'agriculture et à l'alimentation.

POURQUOI LA COLLABORATION EST-ELLE IMPORTANTE?

Il y a de nombreux intervenants dans le système alimentaire du Canada, notamment les agriculteurs, les transformateurs, les détaillants, les consommateurs, le milieu universitaire, les organisations non gouvernementales et tous les ordres de gouvernement.

Une collaboration qui mise sur les expériences variées et les divers points de vue des Canadiens et des intervenants sera essentielle à la réussite de l'élaboration et de la mise en œuvre d'*Une politique alimentaire pour le Canada*.

AMÉLIORER L'ACCÈS À DES ALIMENTS ABORDABLES

Améliorer l'accès des Canadiens à des aliments abordables, nutritifs, et salubres.

Ce n'est pas tous les Canadiens qui ont accès à une quantité suffisante d'aliments abordables, salubres et nutritifs. Nous devons en faire plus pour assurer un approvisionnement suffisant d'aliments à des prix abordables, notamment pour les groupes plus vulnérables comme les enfants, les Canadiens vivant dans la pauvreté, les peuples autochtones et les communautés des régions nordiques et éloignées.

AMÉLIORER LA SALUBRITÉ DES ALIMENTS ET LA SANTÉ

Accroître la capacité des Canadiens de faire des choix alimentaires sains.

Le système de salubrité des aliments de calibre mondial du Canada continue de fournir aux Canadiens des aliments sains à consommer. La prise d'autres mesures pour faire la promotion d'une vie saine, plus particulièrement en matière de choix d'aliments sains et salubres, peut améliorer l'état de santé global des Canadiens tout en réduisant les coûts des soins de santé.

PRÉSERVER LA QUALITÉ DES SOLS, DE L'EAU ET DE L'AIR

Adopter des pratiques écologiques pour que les Canadiens aient accès à un approvisionnement fiable et abondant d'aliments à long terme.

La façon dont nos aliments sont produits, transformés, distribués et consommés, ainsi que les pertes et le gaspillage d'aliments, peut avoir des conséquences environnementales comme les émissions de gaz à effet de serre, la dégradation des sols, les problèmes liés à la qualité de l'eau et à l'approvisionnement en eau et la perte de ressources fauniques. Bien que de nombreuses mesures soient prises pour conserver nos ressources naturelles, nous pouvons en faire plus.

PRODUIRE UNE PLUS GRANDE QUANTITÉ D'ALIMENTS DE QUALITÉ SUPÉRIEURE

S'assurer que les agriculteurs et les transformateurs alimentaires du Canada sont capables de s'adapter à des conditions changeantes pour fournir des aliments plus sains et plus variés aux consommateurs canadiens et ailleurs dans le monde.

Promouvoir la croissance durable de toute la chaîne de valeur agroalimentaire et agro-industrielle du Canada, notamment par l'innovation, afin d'accroître la compétitivité du secteur et de permettre aux producteurs canadiens de profiter pleinement des possibilités de croissance des marchés intérieurs et internationaux.

Gouvernement du Canada / Government of Canada

www.canada.ca/politique-alimentaire

Canada